



# TFU

Promouvoir la  
conservation et  
la mise en valeur durable  
des forêts tropicales

ISSN 1022-5439

ACTUALITÉS DES FORÊTS TROPICALES

Vol. 29 Numéro 2 2020



## Lorsque populations et autorités collaborent

Depuis plus de 30 années, l'OIBT travaille à rapprocher communautés, autorités et secteur privé. Elle s'y est employée de multiples façons, mais notamment dans le cadre de ses projets et activités, au nombre de plus d'un millier à ce jour. On obtient toujours les meilleurs résultats lorsque divers acteurs coopèrent dans l'optique d'une vision partagée autour de la pérennité environnementale, du développement économique et de l'autonomisation sociale. Ce numéro de TFU est ainsi consacré à des projets de l'OIBT qui ont permis à des organisations non gouvernementales (ONG) de réunir des autorités locales, des communautés et des entreprises pour impulser des changements de long terme.

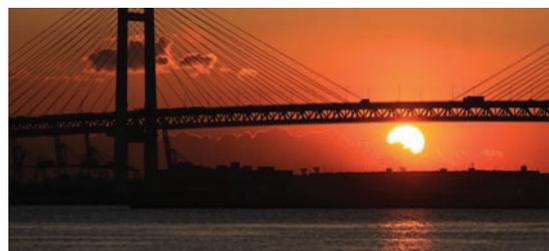
En Équateur, l'ONG Sendas a mis en œuvre dans le bassin du Chimbo un projet de l'OIBT qui a fait appel à des femmes de villages riverains et du personnel des autorités municipales en vue d'aider à restaurer des paysages dégradés. Ce projet, que relate en *page 5* Andrea Idrovo et ses co-auteurs, s'est attelé au défi de

la restauration d'un paysage de plusieurs manières: il a par exemple, par la formation, aidé à renforcer les capacités des autorités municipales locales et a sensibilisé le public à l'importance de la restauration et à ses avantages. Plus particulièrement, le projet a travaillé avec les femmes pour remédier aux inégalités sexospécifiques intrinsèques; pour reprendre les termes des auteurs, la réussite du projet «repose en grande partie sur le fait que l'on ait reconnu et apprécié que l'implication des femmes et leur travail avaient été un aspect essentiel de la gestion durable des ressources naturelles».

Au Bénin, une autre ONG, CESAREN, a réuni une équipe pluridisciplinaire dans le cadre d'un projet de l'OIBT destiné à remettre en état des forêts sacrées dégradées dans deux sites de zone humide inscrits à la Convention Ramsar. Ce projet, décrit par Bienvenu Bossou et ses co-auteurs (*page 8*), a également fait appel à des communautés riveraines et aux gestionnaires de ces forêts sacrées et

**Bassin du Chimbo • forêts sacrées • traçabilité du bois • REDD+ et plus encore**

<b>La chronique du Directeur exécutif</b> .....	3
Suite à la pandémie qui a aggravé la menace sur les forêts tropicales et ceux qui en dépendent, il faut un front uni. <i>G. Dieterle</i>	
<b>Œuvrer pour pérenniser le bassin du Chimbo</b> .....	5
Faire davantage agir les femmes s'est avéré crucial dans l'effort de restauration d'un bassin versant en Équateur. <i>A. Idrovo, M. Cabrera et M. Cordero</i>	
<b>Sauvegarder le sacré</b> .....	8
Dans le sud du Bénin, un projet de l'OIBT a aidé à restaurer sur deux sites Ramsar des forêts importantes au plan religieux et à accroître les revenus locaux. <i>B. Bossou, O. Lokossou, M. Assongba et M. Agbangla</i>	
<b>Panama: un nouveau système de traçabilité du bois</b> .....	13
Avec l'appui de l'OIBT, le pays a piloté avec succès un système de traçage et de suivi forestiers et réduit l'exploitation forestière illicite. <i>E. De Gracia et F. Magallon</i>	
<b>Relever le défi de la REDD+</b> .....	16
Un projet de l'OIBT a aidé le Cambodge à préparer la REDD+ en renforçant les capacités des autorités locales et en améliorant les moyens d'existence des riverains. <i>P. Thuch, P. Nguon, C. Sophal, S. Synneath, C. Vireak, R. Chenda, H. Chandarith, K. Somkol et T. Nheata</i>	
<b>Évaluation des ressources forestières mondiales 2020: principaux résultats</b> .....	20
Le dernier rapport de la FAO indique que les forêts dans le monde évoluent, à la fois de manière encourageante et inquiétante.	
<b>Rubriques</b>	
Rapport de bourse.....	24
Tendances du marché.....	26
Quoi de neuf sous les tropiques?.....	30
Parutions récentes.....	31
Réunions.....	32



**Rédacteur en chef** Ramón Carrillo  
**Assistant de rédaction** Kenneth Sato  
**Assistante administrative** Kanako Ishii  
**Traduction** Claudine Fleury  
**Maquette** DesignOne (Australie)  
**Impression et distribution** Print Provider Aps (Danemark)

*Actualités des Forêts Tropicales* (TFU) est une revue trimestrielle publiée en anglais, français et espagnol par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'OIBT. Les articles peuvent être réimprimés librement à condition que TFU et l'auteur(s) soient mentionnés. Prière de communiquer un exemplaire de la publication concernée à la Rédaction.

Imprimé sur papier couché mat certifié par le PEFC et au moyen d'encre végétale à base de soja. TFU est distribué gratuitement à plus de 15 000 particuliers et organisations dans plus de 160 pays. Pour le recevoir, il suffit de communiquer votre adresse complète à la Rédaction. Veuillez nous informer de tout changement d'adresse éventuel. TFU est également téléchargeable en ligne sur le site [www.itto.int](http://www.itto.int), ainsi que dans l'App Store d'Apple et sur Google Play.

Organisation internationale des bois tropicaux  
 International Organizations Center – 5<sup>e</sup> étage  
 Pacifico-Yokohama, 1-1-1, Minato-Mirai, Nishi-ku  
 Yokohama 220-0012, Japon  
 Téléphone: +(81)-(0)45-223 1110  
 Télécopie: +(81)-(0)45-223 1111  
[tfu@itto.int](mailto:tfu@itto.int)  
[www.itto.int](http://www.itto.int)

**Photo de couverture:** Discussion de groupe entre des responsables de l'Administration forestière, des membres du comité de gestion communautaire des forêts et les autorités locales sur des travaux de terrain destinés à actualiser l'affectation des sols à Veal Okdey, dans le district de Santuk, province de Kampong Thom, au Cambodge. *Photo: Chhorn Vireak*

**Ci-dessus:** Le pont de la baie de Yokohama, à Yokohama, au Japon.  
*Photo: Office des congrès et visiteurs de Yokohama*



travaillé avec les autorités municipales et l'administration nationale des forêts. Il a ainsi mis au point deux types d'organe de gestion (l'un à l'échelon local et l'autre à l'échelon municipal) pour mettre en place un cadre institutionnel capable d'assurer la protection permanente des forêts sacrées. En outre, il a entre autres aidé à élaborer des plans simples de gestion associant des approches modernes et traditionnelles. En un laps de temps relativement court, le projet a inversé plusieurs tendances délétères dans la zone d'influence, illustrant ce qu'il est possible d'accomplir lorsque des gens collaborent malgré leurs intérêts divergents au niveau du paysage.

Dans un projet mené au Panama dont nous parle Elvis De Gracia et Felix Magallon (page 13), l'ambition était quelque peu différente. Dans ce cas, une ONG, le Fonds mondial pour la nature (WWF), a travaillé avec des acteurs du secteur privé, des groupes villageois et le Ministère de l'environnement pour élaborer dans deux régions un système de traçabilité du bois, dans le but d'assurer un meilleur suivi des flux de bois, depuis la forêt jusqu'aux grossistes en passant par les scieries. Ce dispositif, baptisé Système de traçabilité et de suivi forestiers, est une belle réussite, dans la mesure où l'illégalité est quasiment jugulée et où les opérateurs vertueux bénéficient d'une meilleure efficacité et de la réduction des activités illicites.

Phalla Thuch et ses co-auteurs (page 16) rendent compte d'un projet de l'OIBT mené au Cambodge dont l'objectif était d'aider à mettre en œuvre le processus REDD+, notamment en renforçant la confiance et en nouant de bons rapports entre des communautés locales et les représentants des autorités de l'État dans la province de Kampong Thom. L'une des approches novatrices testées par le projet a consisté à mettre en place des patrouilles forestières associant des riverains et les autorités, ce qui a contribué à faire reculer les activités forestières illicites dans la zone d'influence. Les riverains ont également été formés aux bonnes pratiques agricoles et des réchauds économes ont été distribués pour aider à réduire la demande en bois de feu. Les enseignements tirés de ce projet ont alimenté des discussions menées à l'échelon national sur le développement et la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+. Si la REDD+ était mise en œuvre au Cambodge, ses chances de succès sont aujourd'hui plus grandes.

Dans notre rubrique régulière (page 24), la lauréate d'une bourse de l'OIBT, Talía Lostaunau García, montre comment la communication peut être un puissant outil pour fédérer des parties prenantes autour de la conservation et de la gestion de ressources naturelles.

Plus loin dans ce numéro, nous présentons les principales constatations de la dernière édition de l'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA) de la FAO, qui ont été publiées au début de l'année. Il en ressort notamment que, à l'échelle du globe, le taux moyen du recul net des forêts a été moindre durant la période 2020-2020 (4,7 millions d'hectares par an) qu'il ne l'a été entre 2000 et 2010 (5,2 millions d'hectares par an). Au cours de la dernière décennie, c'est l'Afrique qui a enregistré le taux le plus élevé de perte nette de sa forêt, avec 3,9 millions d'hectares par an, suivie de l'Amérique du Sud, avec 2,6 millions d'hectares par an. Sur une note plus optimiste, la superficie de forêt sous plans de gestion a augmenté toutes régions confondues, sachant toutefois que moins de 25 pour cent des forêts africaines et moins de 20 pour cent des forêts d'Amérique du Sud sont régies par un plan de gestion.

Enfin, on trouvera dans ces pages deux articles sur la pandémie de COVID-19 et la crise économique qui en découle. Mike Adams (page 26) examine ses retombées sur le commerce des bois tropicaux, qui sont déjà significatives sachant que la demande mondiale va être restreinte jusqu'à la deuxième moitié de l'année prochaine au moins. Dans sa rubrique régulière (page 3), le Directeur exécutif de l'OIBT, Gerhard Dieterle, adopte un angle élargi pour passer en revue les risques que la pandémie pose pour les forêts, les populations qui en sont tributaires et le secteur forestier. M. Dieterle appelle à s'unir face à l'adversité, car, dit-il, « nous sommes tous liés les uns aux autres, par le commerce, par nos réseaux sociaux et économiques et par les services que nous procurons les écosystèmes de la planète ». S'il ne fait aucun doute que cette pandémie, et d'autres forces, mettent à l'épreuve ces liens mutuels, plus forte que jamais est toutefois la nécessité de collaborer.

# La chronique du Directeur exécutif

**Suite à la pandémie qui a aggravé la menace sur les forêts tropicales et ceux qui en dépendent, il faut un front uni**



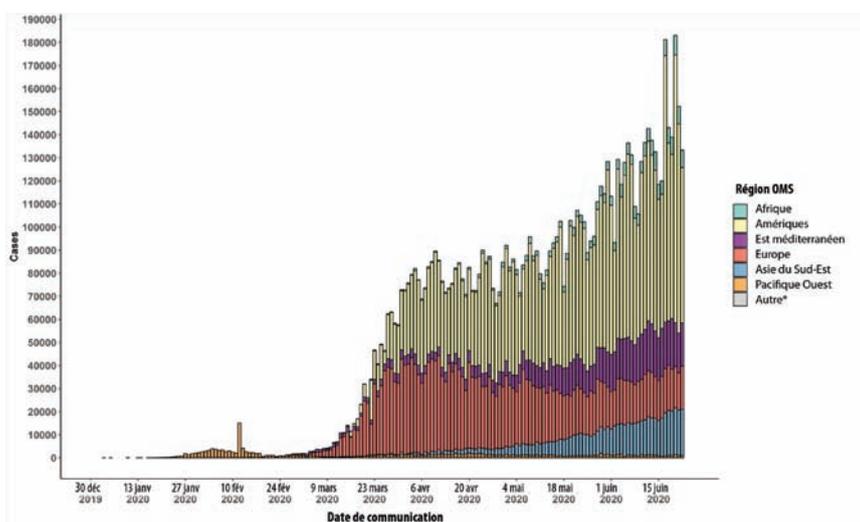
par **Gerhard Dieterle**  
Directeur exécutif de l'OIBT  
oed@itto.int



**Tendre la main:** M. Dieterle en visite sur le site d'un projet de l'OIBT destiné à remettre en état une forêt avec l'aide de personnes déplacées dans le district de Duekoué, en Côte d'Ivoire, lorsqu'il était encore d'usage de se serrer la main. Pour assurer la pérennité des forêts, il faut continuer massivement d'aller à la rencontre des populations. *Photo: P. Masupa/OIBT*

Nous avons tous été touchés par la pandémie de COVID-19, qui a percuté la planète les premiers mois de l'année avec la férocité d'une météorite. Le sol en tremble encore. Face au nombre de contaminations qui s'accélère à travers le monde, en particulier dans le Sud, la situation d'urgence est loin d'être terminée, (chiffres de la fin de juin 2020; figure 1). Quoi qu'il en soit, confrontés à cette crise qui va perdurer dans un avenir prévisible, les gouvernements doivent faire des choix cornéliens entre rouvrir pour faire repartir leur économie afin d'éviter des souffrances irréparables ou bien maintenir les mesures de confinement pour raisons de santé publique afin de protéger des vies humaines. Sans parler de savoir si ces réouvertures peuvent éviter le pire de l'effondrement économique qui plane, il est clair que certaines conséquences de la crise vont résonner pendant des années.

**Figure 1: Nombre de cas de COVID-19 confirmés, par date de communication et région de l'Organisation mondiale de la santé, 30 décembre 2019-23 juin 2020**



Source: Rapport 155 de l'Organisation mondiale de la santé sur la situation de la maladie due à un coronavirus (COVID-19) (23 juin 2020) ([www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200623-covid-19-sitrep-155.pdf?sfvrsn=ca01e2be\\_2](http://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200623-covid-19-sitrep-155.pdf?sfvrsn=ca01e2be_2)).

## Quel est le lien entre déforestation et COVID-19?

Nous sommes actuellement submergés par un flot grandissant de publications et de messages sur les réseaux sociaux suggérant qu'il y aurait un lien entre la déforestation et la dégradation des forêts, dont l'érosion de la biodiversité, et l'apparition de la COVID-19. Si ces suggestions ne sont à l'heure actuelle étayées par aucune recherche scientifique, des épidémies antérieures [telles que celles d'Ebola ou du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS)] sont dues à la transmission d'un animal sauvage à l'humain. Malgré toutes les incertitudes, il est clair que les incursions croissantes d'une population mondiale en plein essor dans des zones naturelles et le morcellement des paysages augmentent le risque de transmission de virus de l'animal à l'homme.

## Les forêts productives: un atout essentiel pour atténuer l'impact de la crise de la COVID-19

Comme le montre l'expérience que nous avons de crises économiques précédentes, forêts et produits forestiers offrent un filet de sécurité permettant d'assurer les moyens d'existence et le bien-être des populations rurales, et en particulier des populations autochtones, des petits propriétaires-exploitants agricoles et autres communautés tributaires des forêts. Nous avons aussi constaté, en temps de difficultés économiques, que nombre de citoyens ayant perdu leur emploi revenaient dans leur village rural pour mieux pourvoir à leurs besoins de subsistance. Les économies rurales (foresterie, agroforesterie et agriculture) procurent des produits et services essentiels qui contribuent à la sécurité alimentaire, à la santé publique et à la réduction de la pauvreté. Si la crise actuelle se poursuit, il est donc probable que la dépendance aux biens et services forestiers va sensiblement augmenter. Se pose alors la question de savoir comment assurer que les forêts continuent de jouer un rôle

pivot pour le bien-être des gens sans pour autant accroître le risque de déforestation et de les voir se dégrader.

À cet égard, la gestion durable des forêts peut jouer un rôle vital pour mettre en place des économies et sociétés résilientes capables de surmonter les pandémies, le changement climatique et autres défis planétaires.

### Un contexte préoccupant pour les populations tributaires des forêts

Nombre de communautés tributaires des forêts sont solidement armées contre la COVID-19 dans la mesure où elles vivent dans des zones naturellement isolées et disposent de robustes systèmes traditionnels pour faire face aux crises, dont celui consistant à isoler encore plus les communautés touchées. Néanmoins, Victoria Tauli-Corpus, ex-Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des populations autochtones, s'est récemment dite inquiète de ce que cette mesure d'isolement soit de plus en plus difficile à appliquer. En outre, nombre de populations autochtones sont exposées à un risque accru et à une plus grande vulnérabilité suite, entre autres, au manque d'accès à des soins de santé et à des filets de sécurité; la faiblesse de la gouvernance et de l'application de la loi; des pratiques illégales en hausse; et un manque de respect des droits et cultures traditionnels<sup>1</sup>. Tout aussi préoccupante est la possibilité d'une insécurité alimentaire accrue chez les communautés tributaires des forêts, y compris en raison de ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, qui réduisent les revenus tirés de la forêt et des produits agricoles<sup>2</sup>.

### Le risque pour les forêts

Comme nous le savons d'expérience, une crise économique est souvent synonyme d'une moindre capacité sur le plan de la supervision par les autorités de l'État, de l'application de la loi, de l'assistance technique et des transferts de technologie dans les régions rurales et isolées, ce qui se traduit par une augmentation des pratiques non durables, de la dégradation des forêts et du déboisement. Une progression des pratiques non durables serait un grand motif d'inquiétude, car un paysage forestier productif est essentiel pour réaliser les Objectifs de développement durable, y compris pour lutter contre le changement climatique, éviter l'appauvrissement de la biodiversité et pourvoir aux besoins essentiels de subsistance. Il nous faut donc de toute urgence inverser le cours des choses en restaurant les forêts dégradées et en réduisant la déforestation, mais c'est là un défi colossal pour les gouvernements, tout particulièrement pendant une crise économique.

Or, ce défi ne fera que s'exacerber si l'assistance au développement est diminuée. Dans un sondage mené en mai<sup>3</sup> auprès de professionnels du développement dans le monde, plus de la moitié des sondés ont dit craindre que leur organisation ne survive pas financièrement à la pandémie. Les organisations non gouvernementales travaillant dans le développement ont indiqué avoir licencié du personnel en avril dû aux déficits de financement qui menaçaient<sup>4</sup>. Si de telles coupes intervenaient dans notre secteur, cela pourrait retarder les efforts déployés pour augmenter les possibilités de moyens d'existence durables reposant sur la forêt et simultanément réduire la dégradation et l'érosion des forêts tropicales.

### Les risques pour la filière et le commerce

Grâce à son réseau mondial de correspondants, le Service d'information de l'OIBT sur le marché (MIS) et le Groupe consultatif de l'OIBT sur le commerce ont pu recueillir des éclairages sur les conséquences qu'a la pandémie sur les producteurs et négociants de bois tropicaux. Ainsi que l'observe Mike Adams dans son article (page 26) et que l'indique également le Rapport de l'OIBT sur le marché des bois tropicaux (TTMR), le repli économique a des implications

majeures pour la filière. Des milliers d'ouvriers forestiers et d'usines ont été licenciés, au moins temporairement, entraînant des difficultés personnelles et envoyant des entreprises dans le mur. Se rétablir de ce coup économique pourrait prendre des années.

### Les travaux de l'OIBT se poursuivent

Pour remédier aux multiples risques et défis que pose la pandémie au secteur forestier tropical, l'OIBT est un partenaire stratégique. Dans le cadre de la nouvelle démarche programmatique de l'Organisation actuellement mise en œuvre à titre pilote, nous avons identifié des pistes pour répondre aux difficultés économiques auxquelles sont confrontés les pays producteurs dans le cadre de trois axes programmatiques: Chaînes d'approvisionnement légales et durables; Restauration des paysages forestiers et moyens d'existence; et Conservation de la biodiversité et services écosystémiques. Il s'agit par exemple de:

- Lever des fonds pour des programmes novateurs d'autonomisation des femmes/communautés destinés à mettre en lien la sécurité alimentaire et la création de revenus par la restauration des paysages forestiers dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ainsi que trois provinces d'Indonésie.
- Analyser et promouvoir de possibles incitations d'ordre fiscal ou non destinées à accroître les investissements dans la gestion durable des forêts, la production des forêts et les chaînes d'approvisionnement légales et durables. Ces travaux prévoient de mener des études de cas dans toutes les régions tropicales et une étude mondiale de l'offre et de la demande en bois tropicaux à l'horizon 2050 dans le but d'identifier les écarts qui devront être comblés, y compris pas des incitations. Cette étude mondiale évaluera également les effets actuels et potentiels de la pandémie de COVID-19 sur le secteur des bois tropicaux.
- Élaborer un cadre pour les chaînes d'approvisionnement légales et durables, dont l'emploi de la technologie des chaînes de blocs, en étroite collaboration avec la filière forestière mondiale et le Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes, dans le but de promouvoir la demande en bois tropicaux sur les marchés de consommateurs.

Le Secrétariat de l'OIBT va continuer d'observer les plans et les besoins post-pandémie des membres de l'OIBT et va travailler avec le Conseil international des bois tropicaux en vue de mettre au point des activités qui viennent compléter ces plans et traitent les priorités immédiates des membres. Le Secrétariat va également poursuivre ses travaux avec les pays importateurs sur les politiques publiques d'achat et autres réglementations en vue de promouvoir l'emploi des bois tropicaux et aider ainsi les membres producteurs de l'OIBT (dont les secteurs forestiers ont été les plus touchés à travers le monde) à se remettre de cette catastrophe.

### Le moment de tendre la main

Face à cette crise, les pays voudront sans aucun doute assurer en premier la santé et le bien-être économique de leur propre population. Il n'en reste pas moins que nous sommes tous liés les uns aux autres, par le commerce, par nos réseaux sociaux et économiques et par les services que nous procurons les écosystèmes de la planète.

Le secteur forestier tropical peut jouer un rôle important s'agissant d'atténuer et de surmonter la crise économique à l'œuvre tout en contribuant à réaliser les objectifs fixés en matière de changement climatique, de biodiversité et d'autres encore, dont ceux énoncés dans les Objectifs de développement durable, les Objectifs mondiaux en matière de forêt et l'Accord international sur les bois tropicaux. Par conséquent, alors que le paysage qui nous est familier se dérobe sous nos pieds, nous devons tous travailler ensemble avec énergie et efficacité.

1 <https://news.trust.org/item/20200420094913-6wo9g>

2 [www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/covid-19.html](http://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/covid-19.html)

3 [www.devex.com/news/exclusive-coronavirus-hits-development-pros-livelihoods-97143](http://www.devex.com/news/exclusive-coronavirus-hits-development-pros-livelihoods-97143)

4 [www.devex.com/news/ngos-lay-off-furlough-staff-as-financial-crisis-bites-96963](http://www.devex.com/news/ngos-lay-off-furlough-staff-as-financial-crisis-bites-96963)

# Œuvrer pour pérenniser le bassin du Chimbo

**Faire davantage agir les femmes s'est avéré crucial dans l'effort de restauration d'un bassin versant en Équateur**

par **Andrea Idrovo<sup>1</sup>**,  
**Mary Cabrera<sup>2</sup>** et  
**María Isabel Cordero<sup>3</sup>**

<sup>1</sup> Technicien environnemental (economiasolidaria@sendas.org.ec), Fondation Sendas

<sup>2</sup> Directeur exécutif, Fondation Sendas,

<sup>3</sup> Directeur adjoint, Fondation Sendas, Cuenca, Équateur



**L'art du greffage:** Du personnel local reçoit des instructions sur les techniques de greffage à la pépinière arboricole Las Teresas.  
Photo: © R. Idrovo/InWay

L'Équateur est traversé du nord au sud par le corridor interandin, qui sert de *divortium aquarium* (littéralement la «division des eaux») entre deux bassins hydrographiques: l'Amazone et le Pacifique. On y dénombre 80 bassins versants, qui ont été alloués à neuf unités nationales de planification des bassins versants.

Il est en effet essentiel pour le développement durable d'adopter une approche qui repose sur les bassins versants, car elle nous oblige à reconnaître la dynamique de l'humain dans l'usage et l'exploitation des ressources naturelles par delà la division politique des territoires, tout en prenant parallèlement en compte les problématiques sociales, culturelles, environnementales et celles relevant de la production. Le bassin du Chimbo est une zone diverse où plusieurs provinces et municipalités de régions d'altitude et du littoral se rejoignent. Le Chimbo est l'un des principaux

affluents du bassin versant du Guayas, qui correspond à l'une des neuf unités de planification des bassins versants du pays.

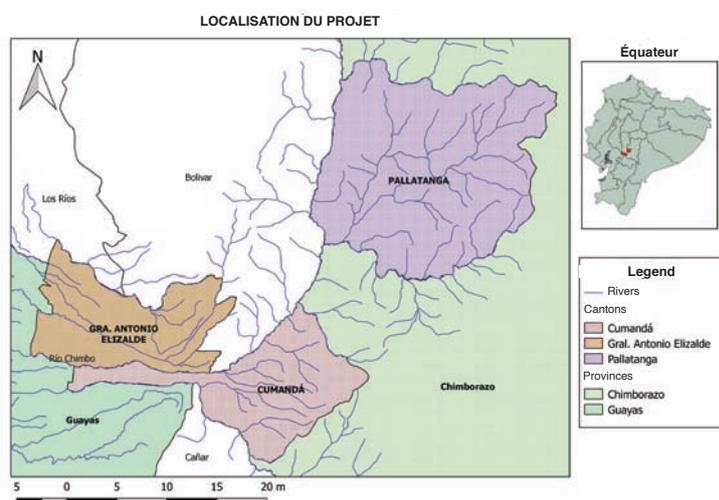
## Le projet de l'OIBT

Mis en œuvre de janvier 2018 à juin 2019 par la Fondation Sendas dans le bassin inférieur<sup>1</sup>, le projet de l'OIBT avait pour objectif de contribuer à conserver les ressources forestières et régimes agroforestiers sous la forme d'un mécanisme permettant d'inclure économiquement les familles, et en particulier les femmes. Cette intervention a été coordonnée avec trois autorités municipales décentralisées: General Antonio Elizalde (Bucay) dans la province de Guayas, et Cumaná et Pallatanga dans la province de Chimborazo (figure 1). Dans cette région présentant un gradient altitudinal situé entre 250 et 3 000 mètres au-dessus du niveau de la mer, l'écosystème qui prédomine est constitué de forêts tropicales humides. Il s'agit d'un écosystème très riche en biodiversité, flore et faune confondues, qui procure des services écosystémiques importants en termes, par exemple, de piégeage du carbone, de volume et de qualité de l'eau, de qualité de l'air et de valeurs paysagères naturelles.

Les trois municipalités sont similaires sur le plan de la dynamique des populations, des activités productives et de la migration interne que suscitent les offres d'emplois saisonniers. Elles présentent également des points communs en termes d'érosion ou de dégradation des ressources naturelles, qui ont trois causes principales:

1) La région est très productive et la principale activité économique des trois municipalités est l'agriculture (INEC, 2010). Par conséquent, l'expansion de la frontière agricole met

**Figure 1: Zone d'influence du projet**



<sup>1</sup> PD 751/14 Rev.3 (M): «Gestion durable des forêts du bassin du Chimbo en Équateur: conservation des ressources forestières et régimes agro-forestiers comme mécanisme de renforcement de l'inclusion économique des foyers ruraux, en particulier les femmes, établis dans ce secteur».

la végétation naturelle sous pression; selon une étude de 2015 menée par le Ministère de l'environnement, la province de Chimborazo recèle la plus petite surface de forêts indigènes dans le pays et le taux de déforestation dans la province de Guayas est de 2 570 hectares par an.

2) Le niveau d'instruction de la population est faible sachant que, en moyenne, dans les trois municipalités 54 pour cent seulement ont terminé le primaire; 17,2 pour cent le secondaire; et seulement 0,71 pour cent ont accès à l'enseignement supérieur (INEC, 2010). Le taux d'analphabétisme dans cette région (qui touche en majorité les femmes) est de 17 pour cent, comparé à 11,8 pour cent pour le taux national moyen. L'aménagement agricole ne repose guère sur des fondements scientifiques: les agriculteurs utilisent ainsi sans discrimination les produits phytosanitaires de synthèse pour tenter d'améliorer la production (Sendas, 2018).

3) Les autorités municipales de la région disposent de peu de moyens économiques et techniques, ce qui limite leur capacité à gérer et à remplir leurs responsabilités. Par exemple, chaque municipalité dispose d'un seul responsable chargé de la gestion environnementale, qui assume aussi d'autres responsabilités. Dans cette situation, il est difficile d'assurer des services de vulgarisation en région rurale, où les communautés vivent loin des centres peuplés tandis que l'accès aux routes est limité avec peu d'infrastructures de transport.

### Produits du projet

C'est dans ce contexte qu'a été élaboré et mis en œuvre le projet de l'OIBT, qui a permis de réaliser les produits suivants:

- Un diagnostic des régimes agroforestiers, dont les conditions socioéconomiques et les inégalités sexospécifiques, qui a permis de mieux cerner la situation dans la région et de déterminer des activités permettant de répondre aux besoins de la communauté.
- La création de deux pépinières capables de produire 10 000 plants d'arbres forestiers ligneux et non ligneux (par ex., bambou, acajou, pachaco, candelo, arbres fruitiers, laurier, teck et cacao) afin de promouvoir la culture des espèces indigènes dans la région. Les deux pépinières sont
  - 1) La pépinière Las Teresas dans la municipalité de Cumandá, qui est gérée par l'Association de femmes Mère Teresa de Calcutta. Dans le cadre du projet, les 14 femmes membres ont toutes reçu un appui et une formation technique en gestion et en viabilisation des pépinières en une entreprise de production. Elles disposent aujourd'hui d'un plan de commercialisation, de règles internes, de procédures de contrôle de qualité et de permis de vente. Les pouvoirs locaux sont conscients de leur action et le gouvernement de la province de Chimborazo les a incluses dans sa liste de fournisseurs. Une vidéo réalisée sur cette pépinière montre l'expérience de ces femmes en tant qu'agents sociaux face au changement climatique.
  - 2) La pépinière de Cambú dans la municipalité de Bucay, qui est gérée par l'Association Campamento. La dynamique de travail y est différente, essentiellement parce que ses 93 bénéficiaires travaillent ensemble avec l'appui de la municipalité. Les plants qu'elle produit servent à restaurer les forêts tropicales humides de la région et à reboiser les berges des cours d'eau, en particulier dans les zones stratégiques, afin de réduire la vulnérabilité aux inondations en hiver et lutter contre le changement climatique. Une assistance et une formation techniques ont été dispensées tout au long du processus de mise en place de la pépinière.
- Une capacité accrue chez les 40 producteurs de la région à améliorer leur production et leurs régimes agroforestiers ainsi que la commercialisation de leurs produits. À Bucay et à Cumandá, en dehors des arbres fruitiers comme les agrumes, le principal produit est le cacao; à Pallatanga, les haricots sont le principal produit, suivi des légumes, notamment les poivrons. Le projet a offert des formations en comptabilité élémentaire et un outil Excel a été créé pour estimer les coûts de production afin d'aider à calculer le bénéfice net après vente. Ces expériences ont été partagées avec des projets similaires et des réseaux de soutien créés.



**Voile de nuages:** Une forêt tropicale humide voilée de nuages à Bucay, en Équateur. Photo: © R. Idrovo/InWay

- La conduite d'une campagne de sensibilisation qui a touché 10 000 personnes à travers des messages radiodiffusés sur l'importance des régimes agroforestiers et les bienfaits des forêts. Du matériel de formation et de communication a été créé pour diverses activités éducatives mises en œuvre par le projet. La Journée de l'environnement (le 22 avril 2019) a été célébrée dans le cadre de salons éducatifs destinés à promouvoir les producteurs locaux et à sensibiliser les communautés.
- La formation de 70 techniciens (femmes et hommes) appartenant aux trois autorités municipales participantes et au gouvernement de la province de Chimborazo en gestion et planification environnementales, égalité des sexes et droits environnementaux. Le but était de peser sur l'élaboration des politiques locales pour assurer une gestion et une conservation judicieuses des ressources naturelles, l'incorporation de mesures d'adaptation aux effets du changement climatique et le recours à une approche sexospécifique en matière de planification de la gestion des sols.

Tout au long de la mise en œuvre du projet, la coordination a été assurée avec les institutions publiques des secteurs ciblés afin d'éviter le dédoublement des tâches et de rationaliser les acquis du projet sous la forme de processus institutionnels, permettant ainsi de les reproduire et de les élargir au fil du temps.

### Implication des femmes dans la gestion des ressources naturelles

L'inégalité entre les sexes – et la position généralement désavantageuse réservée aux femmes – constitue un problème structurel en Équateur, où elle est ancrée dans une culture qui repose sur la division du travail en fonction du sexe. Cette inégalité se retrouve dans les sphères sociale, économique, politique, culturelle et environnementale.

Les femmes et les hommes ont des besoins et intérêts divergents et contribuent de manière différente à la conservation et à la gestion durable des ressources naturelles. Les femmes, qui ont majoritairement une connaissance des plantes sauvages et de leur usage, contribuent à leur conservation; elles entretiennent les jardins familiaux à des fins vivrières; elles sont les dépositaires des semences et du savoir; et elles soutiennent l'économie ménagère en assurant les tâches relevant des soins et de l'attention, et autres



À la racine: La pépinière Las Teresas. Photo: © R. Idrovo/InWay

travaux quotidiens non rémunérés. Leurs contributions sont essentielles à la gestion et à la conservation des ressources naturelles.

Conscient du besoin d'examiner les implications des actions publiques et institutionnelles qui sont prévues pour les hommes et les femmes, le projet a:

- recensé les obstacles qui empêchent les femmes d'avoir accès à des opportunités égales;
- mis en œuvre des mécanismes de participation des femmes;
- encouragé les institutions et organisations à ajuster leur réglementation et leurs accords afin de garantir l'implication des femmes; et
- mis en exergue la valeur des contributions des femmes.

Les inégalités entre les sexes sont enracinées dans la zone du projet et se perpétuent en silence au fil du temps. L'usage voulant que les travaux non rémunérés consistant à prendre soin des ressources naturelles incombent quasi-exclusivement aux femmes est solidement enraciné et accepté. Malgré la part active qu'elles prennent aux organisations sociales, les femmes ne sont pas reconnues en tant que telles et sont plutôt considérées comme des «déléguées» des chefs de famille.

Les femmes du bassin du Chimbo inférieur sont confrontées à de nombreux problèmes qui découlent des inégalités sociales et sexospécifiques, dont les différences dans l'accès à l'enseignement et à la formation ou encore une faible estime de soi (qui entraîne des autolimitations) et le manque d'autonomisation résultant de leur statut social. Un autre problème grave a trait à la violence envers les femmes en région rurale, qui touche huit femmes sur dix dans le pays (INEC, 2010). En outre, au niveau social, on considère comme normal que les femmes soient obligées d'obtenir la permission de leurs parents ou de leur partenaire pour occuper des postes de gestion et assumer des responsabilités dans la vie publique.

Les femmes sont par ailleurs surchargées de travail. Selon une enquête sur l'utilisation du temps menée en 2012 (INEC, 2012), en Équateur les femmes ont une charge de travail de 77 heures par semaine (contre 61 heures pour les hommes); en région rurale, cette charge passe à 83 heures pour les femmes (contre 60 heures pour les hommes). Il est très courant que les hommes migrent vers le littoral, par exemple pour saisir les offres de travail dans les bananeraies ou pendant la saison des récoltes. Cette pratique entraîne une surcharge de travail pour les femmes qui ne leur laisse guère de temps pour d'autres activités, comme la formation.



La main tendue: Le projet a aidé à célébrer la Journée de l'environnement en avril 2019, à l'occasion de laquelle des élèves ont contribué à promouvoir les producteurs locaux et à sensibiliser à l'importance de restaurer les forêts. Photo: © A. Idrovo/Sendas

### La démarche du projet

Le projet a mis au point des stratégies destinées à ce que les droits des femmes soient reconnus. Des activités ont ainsi été mises en œuvre pour renforcer l'estime de soi des femmes et surmonter les stéréotypes qui les dévalorisent. Le projet a sensibilisé ses participantes pour recenser les formes de violence qui les touchent, les informer sur la manière de signaler ces violences sans danger pour elles et leur prodiguer des soins complets. Le projet a privilégié l'autonomisation de ses participantes pour leur donner une assise permettant de surmonter la dépendance économique qui les maintient dans un cercle de violence. Pour ce faire, une formation et un appui technique leur ont été fournis pour accroître la productivité sur leur ferme; commercialiser leurs produits; et créer la pépinière Las Teresas.

Les femmes ont elles-mêmes reconnu comment le projet avait galvanisé leur autonomie économique, ainsi que l'atteste le témoignage de Lourdes Tenorio, une bénéficiaire de la pépinière Las Teresas: «... Nous sommes aujourd'hui libres de décider de certaines choses. Nous ne pouvons pas toujours quémander de l'argent à nos maris. Maintenant, nous disposons de notre propre revenu que nous pouvons utiliser à notre guise».

La contribution du projet à la conservation des ressources forestières et aux régimes agroforestiers dans la zone ciblée repose en grande partie sur le fait que l'on ait reconnu et apprécié que l'implication et le travail des femmes soient un aspect essentiel de la gestion durable des ressources naturelles. Il est donc urgent que les connaissances, la participation et les efforts des femmes soient davantage reconnus dans la conservation de la biodiversité, et de promouvoir leur accès à la représentation et à la prise de décisions. Notre organisation, la Fondation Sendas, est pleinement mobilisée et ouverte pour travailler dans le cadre d'efforts conjoints afin de poursuivre ce processus.

### Bibliographie

INEC (Instituto Nacional de Estadística y Censos) 2010. Ecuador en cifras [en ligne]. [www.ecuadrencifras.gob.ec/censo-de-poblacion-y-vivienda](http://www.ecuadrencifras.gob.ec/censo-de-poblacion-y-vivienda)

INEC (Instituto Nacional de Estadística y Censos) 2012. Encuesta de uso de tiempo.

INEC (Instituto Nacional de Estadística y Censos) 2019. Encuesta nacional sobre relaciones familiares y violencia de género contra las mujeres.

Sendas 2018. Diagnóstico de tipologías de sistemas agroecoforestales de fincas, condición económica e inequidades de género, en los cantones Pallatanga, Cumandá y General Antonio Elizalde.

Pour consulter les produits du projet, saisir le numéro du projet, PD 751/14 Rev.3 (M), dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: [www.itto.int/fr/project\\_search](http://www.itto.int/fr/project_search)

Une vidéo du projet (en anglais et en espagnol) est en ligne sur la chaîne YouTube de l'OIBT sur: [www.youtube.com/user/ittosfm/videos](http://www.youtube.com/user/ittosfm/videos)

# Sauvegarder le sacré

**Dans le sud du Bénin, un projet de l'OIBT a aidé à restaurer sur deux sites Ramsar des forêts importantes au plan religieux et à accroître les revenus locaux**

par **Bienvenu Bossou<sup>1</sup>, Orphée Lokossou<sup>2</sup>, Macaire Assongba<sup>1</sup> et Marcel Agbangla<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> Cercle pour la sauvegarde des ressources naturelles, Cotonou, Bénin

<sup>2</sup> Direction générale des eaux, forêts et Chasse, Gouvernement du Bénin, Cotonou, Bénin



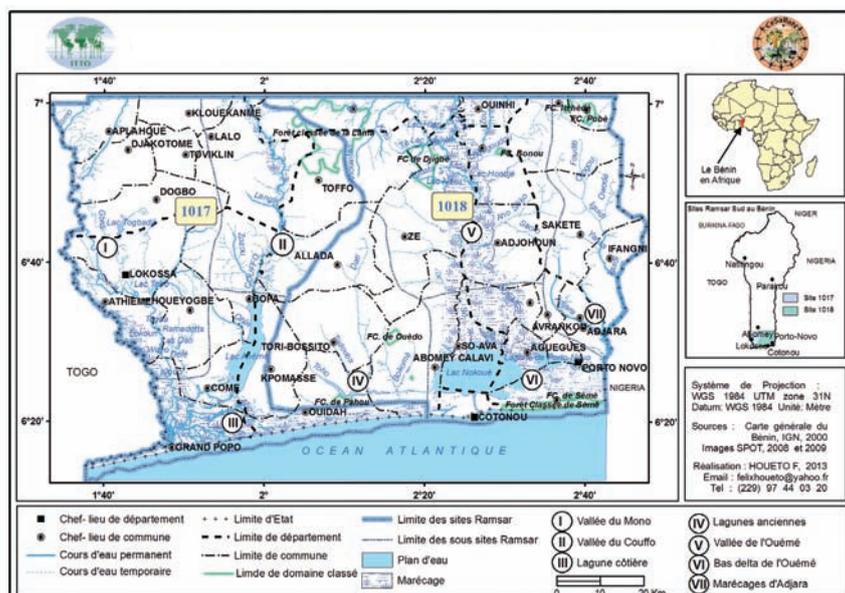
**Phase maïs:** Des riverains sont formés aux pratiques agroforestières sur des terres jouxtant la forêt sacrée de Zoukidjajoun, au Bénin.

Photo: B. Bossou/CESAREN

Au Bénin, la principale source de richesse économique est l'agriculture, secteur qui contribue pour plus de 27 pour cent au produit intérieur brut et emploie plus de 55 pour cent de la population active du pays. L'agriculture itinérante sur brûlis est le régime agricole qui prédomine.

Cela dit, le Bénin recèle également 2 940 forêts sacrées reliques qui couvrent 18 360 hectares au total. Pour plus de 90 pour cent, elles jouxtent des champs ou les entourent, ce qui signifie qu'elles sont menacées par l'agriculture itinérante et autres pressions. Généralement de petite taille, les forêts sacrées béninoises abritent toutefois une riche biodiversité. Elles s'étendent pour la plupart sur 2 à 20 hectares, à l'exception de certaines qui couvrent entre 50 et 200 hectares.

**Figure 1: Carte des sites Ramsar 1017 et 1018, et localisation d'une sélection de forêts sacrées**



Source: CESAREN

Situés sur la côte sud du Bénin, les sites Ramsar 1017 et 1018 recèlent plus de 500 forêts sacrées (figure 1).

## Fonctions et valeurs des forêts sacrées

Les forêts sacrées agissent comme des laboratoires traditionnels dont les « gestionnaires » (dignitaires locaux) font figure de bibliothèques vivantes qui sont les dépositaires de connaissances locales basées sur ces forêts sacrées. En outre, une forêt sacrée offre un refuge et un sanctuaire à la biodiversité locale, qui comprend de nombreuses espèces végétales et animales rares, dont certaines sont inscrites à la Liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Bien que ces forêts sacrées ne bénéficient au Bénin d'aucun statut de protection légal ou officiel, leur intégrité a toutefois pu être maintenue jusqu'à récemment. Elles représentent un modèle réussi de gestion et de conservation traditionnelles de la biodiversité. Leur protection repose sur des croyances locales traditionnelles et la force des dignitaires et chefs religieux locaux.

## Défis et menaces

Ces dernières années, plusieurs facteurs nouveaux sont apparus, tels que l'émergence de nouvelles religions, un essor démographique considérable et l'affaiblissement du pouvoir traditionnel associé au déclin des croyances de la tradition. La population rurale s'est appauvrie tandis que les tabous et restrictions d'ordre religieux ne sont plus observés. En conséquence, la plupart des forêts sacrées font l'objet d'une surexploitation et d'une exploitation incontrôlée, conduisant à leur dégradation, voire leur destruction totale. Une étude récemment menée sur des bosquets sacrés dans le sud du Bénin (Lokossou, 2014, détaillée par la suite) a montré que 60 pour cent étaient dans un état de dégradation avancée. Entre 1998 et 2013, 34 pour cent des forêts sacrées étudiées

ont connu une réduction significative de leur superficie et 14 pour cent ont disparu. Cette tendance régressive constitue une menace majeure pour la biodiversité et la vie des communautés environnantes qui dépendent fortement des services écosystémiques et culturels que leur procurent les forêts sacrées. Malgré leur importance socioéconomique et écologique, celles-ci ont longtemps été négligées par la communauté scientifique. En effet, elles ont été considérées comme des éléments marginaux de la végétation et, en tant que tels, ont reçu peu d'attention.

## Réponses dans l'optique d'une utilisation durable et d'une conservation des forêts sacrées

La situation décrite plus haut a conduit le Cercle pour la sauvegarde des ressources naturelles (CESAREN), une organisation non gouvernementale, à mettre en œuvre en 2012-2013 un avant-projet<sup>1</sup> de l'OIBT en vue d'élaborer une proposition de projet complète. Cet avant-projet a permis de mener quatre études sur les sites Ramsar 1017 et 1018: 1) un inventaire de la biodiversité des forêts sacrées; 2) la cartographie des forêts sacrées; 3) une étude d'impact environnemental et social du projet; et 4) une étude socioéconomique des forêts sacrées. Il a également permis d'échanger avec toutes les parties prenantes, de dégager une vision commune et de concevoir un projet suivant une démarche participative. Les autorités communales, les dignitaires et les populations locales ont manifesté leur volonté de participer à un projet de restauration des forêts sacrées.

Sur la base des résultats de cet avant-projet, l'ONG CESAREN a préparé une proposition de projet complète qui cadre avec les politiques nationales et internationales du Bénin en matière de gestion des ressources forestières, laquelle a par la suite été approuvée et financée par l'OIBT<sup>2</sup>. L'objectif de développement du projet était de contribuer à la gestion durable des ressources forestières de zones humides du Sud Bénin. L'objectif spécifique du projet, que CESAREN a mis en œuvre entre avril 2017 et mars 2020, était d'assurer la gestion durable des forêts sacrées des sites Ramsar 1017 et 1018 en renforçant les capacités des acteurs pour améliorer les conditions de vie des populations locales. Les indicateurs de réussite sont: la dotation de 40 forêts sacrées en outils de gestion opérationnels; l'accroissement de 25 pour cent des revenus tirés des forêts sacrées; la dotation de 40 forêts sacrées en cadres législatif et institutionnel appropriés; et l'intégration de 40 forêts sacrées dans le système des aires protégées des communes.

## Approche méthodologique

Les forêts sacrées étant la propriété des communautés locales, leur restauration et leur gestion durable passent nécessairement par l'adoption d'une démarche participative. Le projet a œuvré en collaboration avec tous les acteurs concernés par la gestion des forêts sacrées, en privilégiant l'approche «information, éducation et communication» à toutes les étapes du processus, ce qui a permis à tous les acteurs du projet d'avoir la même vision et d'œuvrer en



**Des plantes salutaires:** Dans le cadre du projet, 162 hectares ont été enrichis au moyen de 15 300 plants d'espèces indigènes dans 42 forêts sacrées. Ici, des riverains enrichissent la forêt sacrée de Wienanzoun en y plantant du *Garcinia kola*, une plante médicinale.

Photo: B. Bossou/CESAREN

synergie afin d'obtenir les résultats escomptés. Le projet a été mis en œuvre par une équipe pluridisciplinaire composée de forestiers, de socio-économistes géographes/cartographes, de spécialistes en gestion intégrée des zones humides et d'agents de développement local. Le projet a également fait appel aux populations locales et gestionnaires des forêts sacrées et collaboré avec les autorités communales et l'administration forestière nationale. Les études spécifiques ont fait l'objet d'une consultation.

Trois produits principaux ont été identifiés, comme suit.

### Produit 1: Les ressources des forêts sacrées sont mieux exploitées

L'exploitation durable des forêts sacrées passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'outils de gestion durable visant à réduire les incursions et à améliorer le rendement durable en produits forestiers ligneux. Ce produit a comporté les aspects suivants:

- **Élaboration de plans simples de gestion.** Des consultants expérimentés ont été recrutés afin d'élaborer lesdits plans pour les 40 forêts sacrées identifiées, lesquels ont ensuite été validés à plusieurs échelons par les instances compétentes. Les prescriptions des plans d'aménagement (par ex., reboisement, plantation de protection et d'enrichissement) ont été mises en œuvre de manière conjointe par l'équipe du projet avec l'appui des communautés.
- **Renforcement des capacités des acteurs locaux.** Le projet s'est attaché à améliorer les systèmes de production agricole dans les terroirs riverains par un inventaire des techniques appropriées et un appui à leur mise en œuvre.
- **Augmentation de la production de bois.** Cette tâche a eu recours à des reboisements dans les terroirs et à l'enrichissement des forêts sacrées.

### Produit 2: Les revenus tirés des forêts sacrées sont améliorés

La pauvreté est répandue chez les populations des forêts sacrées, ce qui est un facteur limitant pour leur gestion durable. En conséquence, les gestionnaires locaux des forêts sacrées se voient contraints de surexploiter les ressources de ces forêts, voire de vendre des parcelles de ces terres

1 Avant-projet de l'OIBT PPD 165/12 Rev.1 (F): «Étude pour la restauration et la gestion durable des forêts sacrées des sites Ramsar 1017 et 1018 du Bénin».

2 Projet de l'OIBT PD 754/14 Rev.3 (F): «Restauration et gestion durable des forêts sacrées des sites Ramsar 1017 et 1018 du Bénin».

forestières. Le produit 2 a été conçu pour réduire la pauvreté des populations riveraines et ainsi d'alléger quelque peu les pressions exercées sur les forêts sacrées. La conservation durable des forêts sacrées doit reposer non seulement sur ses rôles culturels et culturels, mais également et surtout sur leur contribution aux revenus de leurs gestionnaires. À travers ce produit, le projet a aidé à développer des activités génératrices de revenus axées sur le reboisement économique et, en définitive, la production de bois de service et de bois de feu issus des plantations implantées sur les terroirs riverains. Pour ce faire, des plans d'affaires ont été réalisés avec les bénéficiaires clés sélectionnés et formés. Les bénéficiaires ont été en mesure d'obtenir auprès de partenaires de systèmes financiers décentralisés (SFD) des prêts prenant la forme de microcrédits verts. Un fonds renouvelable permettant de récupérer le capital de départ mis à la disposition des bénéficiaires une fois que leur plan d'affaires est mis en œuvre pour l'attribuer à d'autres bénéficiaires, ce qui assure le financement pérenne et continu des activités dans les zones riveraines des forêts sacrées.

### **Produit 3: Les forêts sacrées sont intégrées dans le Système des aires protégées des communes**

Outre le fait qu'elles ont besoin d'être dotées de plans simples de gestion, les forêts sacrées nécessitent un cadre de protection pour assurer leur intégrité physique. Pour ce faire, le projet a mis en place deux types d'organes de gestion: le Comité local de gestion de la forêt sacrée (CLGFS) au niveau local et le Comité communal de coordination et de suivi de l'intégration de la forêt sacrée (CCSIF) au niveau de la commune. Ces organes assurent les procédures de reconnaissance légale, d'intégration des forêts sacrées au domaine forestier permanent de la commune et la pérennisation des actions du projet.

## **Acquis**

### **Les ressources des forêts sacrées sont mieux exploitées**

Quarante-deux forêts sacrées ont été délimitées dans le cadre de levés réalisés par des géomètres experts agréés.

Quatre-vingt-six agriculteurs dont les champs sont mitoyens des forêts sacrées ont bénéficié d'une assistance pour mettre en œuvre, selon la nécessité, des systèmes améliorés de production agricole (SAP) et techniques connexes. La surface totale concernée s'étend sur 179 ha et l'initiative a permis d'améliorer les rendements agricoles dans les terroirs riverains de 40 forêts sacrées.

### **Les revenus tirés des forêts sacrées sont améliorés**

À terme, les nouvelles plantations et autres activités génératrices seront une source de revenus supplémentaires pour les populations riveraines. En attendant que ces mesures portent leurs fruits, les initiatives suivantes ont été mises en place:

- Des mécanismes de financement durable des forêts sacrées sont en place et fonctionnels suite à la signature de quatre conventions d'accord de partenariat entre CESAREN et trois SFD portant sur la mise en place et la gestion des fonds de financement durable des SAP, des activités génératrices de revenus et des crédits gaz (visant à réduire la consommation de bois énergie).



**Ligne de démarcation:** Quarante-deux forêts sacrées ont été délimitées au titre du processus d'amélioration de leur gestion.  
Photo: B. Bossou/CESAREN

- 85 000 \$EU de revenus ont été tirés des activités de reboisement et d'enrichissement à travers le financement de la production de plants, des plantations et de l'entretien.
- 129 personnes (regroupées en 43 groupements chargés de mener diverses activités génératrices de revenus telles que apiculture, élevage, petit commerce, SAP et crédit gaz) ont bénéficié de 67 099 \$EU de crédits verts et de 325 kits de réchaud à gaz.

### **Les forêts sacrées sont intégrées dans le Système des aires protégées des communes**

Tous les acteurs (autorités traditionnelles, chefs de villages, populations riveraines, agriculteurs riverains des forêts sacrées et autorités communales) ont été sensibilisés au besoin de sécuriser les forêts sacrées et ont bénéficié de plusieurs séances d'information et de sensibilisation. En outre:

- 42 CLFS – un pour chacune des forêts sacrées – ont été créés par arrêté pris les maires et sont fonctionnels.
- 14 CCSI – un pour chacune des communes concernées – ont été créés par arrêté pris par les maires et sont fonctionnels.
- 40 arrêtés ont été pris pour renforcer la protection des forêts sacrées en leur conférant une reconnaissance juridique.

## **Synthèse des effets et impacts du projet**

Globalement, le projet a permis de:

- créer des outils opérationnels de gestion durable des forêts sacrées;
- réduire les incursions dans les forêts sacrées (par la mise en œuvre des pratiques des SAP et en bornant de manière plus visible les limites des forêts sacrées);



**Traditionnel:** M. Tchannoukin Sozehoue, le responsable des affaires culturelles au sein du CLFS de la forêt sacrée d'Houinyehoueve.

Photo: B. Bossou/CESAREN

- accroître le taux de boisement des deux sites Ramsar;
- économiser du bois énergie (en augmentant l'emploi de réchauds à gaz);
- améliorer la connaissance des possibilités de valorisation socio-économique des forêts sacrées et des terroirs riverains;
- développer des activités génératrices de revenus et de valorisation des ressources des forêts sacrées et terroirs riverains;
- mettre en place de lignes de crédit vert pour apporter un appui financier à la gestion des forêts sacrées et certaines autres activités;
- sensibiliser les acteurs au besoin de protéger les forêts sacrées et encourager une forte adhésion des acteurs primaires aux objectifs du projet;
- renforcer l'organisation des communautés riveraines des forêts sacrées;
- renforcer la participation des communes à la gestion des forêts sacrées; et
- doter les forêts sacrées d'un cadre formel de protection.

## Enseignements dégagés

Le projet a mis en évidence une série de problématiques qui devraient être prises en compte par les acteurs impliqués dans des efforts de revitalisation d'un paysage, face aux défis naturels et anthropiques.

La durée de 36 mois s'est en effet avérée être trop courte pour pouvoir mettre en œuvre les plans simples de gestion dans plusieurs des 40 forêts sacrées visées, ce pour plusieurs raisons, dont les suivantes:

- Ces forêts sont très distantes les unes des autres et appartiennent à plusieurs aires socio-culturelles.
- Les ressources sont non seulement communautaires, mais relèvent aussi du domaine du sacré, ce qui nécessite

beaucoup plus de temps pour que les acteurs extérieurs réussissent à gagner la confiance des dignitaires et gestionnaires des forêts sacrées dans le cadre de leurs activités d'information et de sensibilisation.

- À l'issue des activités initiales d'information et de sensibilisation, une période d'au moins 24 mois devrait être allouée au processus consistant à mener les études préalables, et à assurer l'élaboration participative et la validation des plans simples de gestion et autres documents.
- Les activités des plans simples de gestion qui ne relèvent pas de dispositifs de crédit peuvent démarrer immédiatement après la validation des plans. Toutefois, celles relevant de crédits nécessitent un long processus, dû à la nécessité de sélectionner des SFD crédibles et que les bénéficiaires leur mécanisme de fonctionnement.
- Les mécanismes d'allocation des crédits et des formations techniques aux bénéficiaires peuvent être compliqués.

Au regard de ce qui précède, certaines activités n'ont démarré que vers la fin du projet. En conséquence, les bénéficiaires du projet et les CLFS n'ont pas été en mesure d'aller au terme du cycle complet du mécanisme d'allocation-recouvrement des crédits, de même qu'il ne leur a pas été possible d'évaluer ses effets et impacts réels sur l'accroissement des revenus des bénéficiaires avant la fin du projet.

Du fait qu'un long laps de temps se soit écoulé entre les deux phases du projet (avant-projet et projet), il a fallu absolument au cours de la seconde phase non seulement rappeler aux bénéficiaires les atouts antérieurs, mais aussi reprendre complètement la sensibilisation. Dans l'idéal, l'intervalle entre les phases d'un projet devrait être réduit au minimum.

Les principales innovations du projet résident pour une part dans l'élaboration d'un modèle simple de gestion durable. Il associe des pratiques de gestion traditionnelle et de gestion moderne en se fondant sur le développement des ressources humaines locales et l'intégration des forêts sacrées dans le

Système des aires protégées des communes. Au nombre des innovations figurent également la mise en place d'une ligne de crédits verts en appui aux communautés locales pour leurs activités génératrices de revenus; des mesures de réduction de la consommation de bois de feu; et l'enrichissement des forêts sacrées. La probabilité de réussite de ces interventions est très élevée au regard de l'enthousiasme des dignitaires et de l'engagement officiel des autorités communales.

La mise en place de CLFS composés de membres issus des différentes composantes des communautés a aidé à nouer des liens de confiance mutuelle dans la mesure où ils constituent une plateforme formelle (officielle) d'échange pour discuter de la gestion durable des forêts sacrées comme étant une ressource commune importante. Le bon fonctionnement de ces comités a permis la prise en compte des problèmes communs à tous les acteurs.

La mise en place, au niveau des communes, des CCSI a permis une forte implication des autorités communales traduite par l'appui constant à la mise en œuvre du projet sur les plans institutionnel et financier. Dans le contexte de la décentralisation en cours au Bénin, ces autorités sont chargées du développement et de la gestion durable des ressources de la commune. Ceci augure de la pérennisation des actions du projet, à condition qu'un suivi soit assuré.

Suite à l'amélioration de leurs moyens d'existence, les populations riveraines ont désormais moins besoin d'empiéter sur les forêts sacrées. M. Antoine Houenon, chef du village de Houénonko et président du CLFS de la forêt sacrée d'Ayossizoun, observe:

*«Les cadres réglementaires mis en place et les plans de gestion simplifiés élaborés ont permis de réaffirmer notre leadership et notre savoir en matière de gestion de nos ressources naturelles et, en conséquence, de soutenir le développement de notre communauté».*

*«en outre, la garantie du régime foncier et la tranquillité qui règne désormais dans les forêts sacrées favorisent le retour progressif de certaines espèces animales. D'autres activités telles que la réintroduction d'espèces rares de faune et de flore accroissent le potentiel faunique de notre forêt. Je saisis aujourd'hui cette opportunité qui m'est donnée pour exprimer ma joie et ma gratitude à l'égard de tous ceux qui ont contribué à nous redonner espoir.»*

M. Tchannoukin Sozehou, responsable des affaires culturelles au sein du CLFS de la forêt sacrée d'Houinyehoueve, ajoute:

*«La reconnaissance juridique des forêts sacrées qui a découlé de la mise en œuvre de ce projet a tenu compte de nos croyances traditionnelles, ce qui a permis d'infléchir l'influence de religions importées qui discréditent nos pratiques ancestrales. Ce caractère sacré, qui était si craint et respecté du temps de nos ancêtres, renaît. Nous sommes fiers d'organiser des fêtes et événements culturels sur des sites dédiés à cet effet dans les forêts. Tout ceci contribue à la renaissance et à la promotion de notre identité culturelle.»*

## Bibliographie et produits du projet

- CESAREN 2012. *Étude pour la restauration et la gestion durable des forêts sacrées des sites Ramsar 1017 et 1018 du Bénin*. Descriptif de l'avant-projet PPD 165/12 Rev.1 (F). 26p.
- CESAREN 2013. *Étude d'inventaire de la biodiversité des forêts sacrées des sites RAMSAR 1017 et 1018 du Bénin*. Rapport d'étude de l'avant-projet PPD 165/12 Rev.1 (F). 88p.
- CESAREN 2013. *Cartographie des forêts sacrées des sites RAMSAR 1017 et 1018 du Bénin*. Rapport d'étude de l'avant-projet PPD 165/12 Rev.1 (F). 81p.
- CESAREN 2014. *Restauration et gestion durable des forêts sacrées des sites RAMSAR 1017 et 1018 du Bénin*. Descriptif du projet PD 754/14 Rev.3 (F). 60p.
- CESAREN 2018. *Étude de référence socioéconomique sur les ménages bénéficiaires d'AGR*. Rapport d'étude du projet PD 754/14 Rev.3(F). 56p.
- CESAREN 2018. *Analyse des systèmes améliorés de production agricole dans les zones forestières du Sud Bénin*. Rapport d'étude du projet PD 754/14 Rev.3(F). 47p.
- CESAREN 2018. *Étude pour la mise en place d'un mécanisme de financement durable des SAP y compris les crédits verts*. Rapport d'étude du projet PD 754/14 Rev.3(F). 41p.
- Lokossou O 2014. *Analyse diachronique et rôle des forêts sacrées du site RAMSAR 1017 dans la conservation des espèces floristiques menacées*. RESBIO Mémoire de master. 63p.

Pour consulter les produits du projet, saisir le numéro du projet, PD 754/14 Rev.3 (F), dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: [www.itto.int/fr/project\\_search](http://www.itto.int/fr/project_search)

# Panama: un nouveau système de traçabilité du bois

**Avec l'appui de l'OIBT, le pays a piloté avec succès un système de traçage et de suivi forestiers, et réduit l'exploitation forestière illicite**

par **Elvis De Gracia<sup>1</sup>**  
et **Felix Magallon<sup>2</sup>**

<sup>1</sup> Consultant, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (elvis.degracia@fao.org)

<sup>2</sup> Responsable, Département conservation et restauration, Ministère de l'environnement, Panama



**Sur la trace du bois:** Bertha García, auditeure forestière, fixe une étiquette dans un parc à grumes. Le nouveau système permet d'assurer la traçabilité du bois depuis la forêt jusqu'à la scierie et au-delà. *Photo: B. García*

Selon la dernière évaluation des ressources forestières menée par le Gouvernement du Panama en janvier 2020, 62 pour cent du territoire émergé du pays sont recouverts de forêts, dont plus de 43 pour cent appartiennent au domaine national protégé, composé essentiellement de parcs nationaux et autres aires protégées.

Riches en biodiversité, les forêts panaméennes constituent une ressource pour les communautés locales (principalement des populations autochtones), qui sont des acteurs cruciaux de la gestion et de la protection de la biodiversité forestière. Les forêts procurent en effet aux communautés riveraines nourriture, eau et plantes médicinales ainsi que du bois, qui représente une source importante de travail et de revenus. Les revenus tirés de la production de bois aident à gérer et à conserver les forêts.

Au Panama, l'exploitation des forêts sous permis est opérée conformément aux normes de gestion durable fixées par la loi. L'un des problèmes de taille s'agissant de conserver et de régénérer les forêts concerne toutefois l'exploitation qui est menée de manière incontrôlée en violation de la loi (c.-à-d. l'exploitation illicite) sur la base de pratiques néfastes qui ne laissent souvent aucun arbre debout. Cela nuit à la



**Couvert diversifié:** Une forêt naturelle à Nurra, dans la Comarca Guna de Wargandí. *Photo: M. Aguilar*

régénération naturelle des espèces et entraîne la dégradation de la forêt.

Soucieux d'assurer un avenir meilleur pour les forêts et le secteur forestier au Panama, le Conseil de délibération (*Mesa de Diálogo*), composé de représentants d'institutions de l'État, de la société civile, des universités, des communautés autochtones, des exploitants forestiers et du secteur privé, a été créé en 2015. L'initiative qui a donné naissance à cette instance a été suscitée par le problème de l'exploitation illicite des forêts dans les régions du Darién et de l'est du Panama.

## Le système de traçabilité

Suite à ces préoccupations, le Ministère panaméen de l'environnement (MiAmbiente) a pris l'initiative de concevoir et de mettre en œuvre le système de traçabilité et de suivi forestiers (*Sistema de trazabilidad y control forestal*, STCF) en accord avec les exigences de la législation forestière panaméenne. Les travaux servant à élaborer et à tester le STCF ont été menés dans le cadre de deux projets de l'OIBT<sup>1</sup>, qui ont été tous deux mis en œuvre par le Fonds mondial pour la nature (WWF)<sup>2</sup>. Dans le cadre de réunions tenues en 2015 et 2016, le Conseil de délibération a appuyé la mise en œuvre et l'adoption du STCF, que ses membres se sont engagés à exploiter.

Le système est mis en œuvre à titre pilote dans le Darién et l'est du Panama en vue de le reproduire progressivement dans d'autres régions lorsqu'elles seront prêtes à le déployer. Dans les régions pilotes, le STCF permet de suivre les flux de bois

<sup>1</sup> Projets de l'OIBT PD 602/11 Rev.3 (F): «Gouvernance des forêts tropicales dans la région panaméenne du Darién»; et TFL-PD 044/13 Rev.2 (M): «Renforcement de la capacité gestionnaire de l'ANAM en vue de réduire l'exploitation forestière illicite et le commerce associé dans la région est du Panama (Bayano et Darién) dans le cadre de mécanismes de suivi et de contrôle».

<sup>2</sup> Le projet a été mis en œuvre en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du Programme FAO-Union européenne sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux, avec l'aval de la Division forestière du MiAmbiente.



«Au début, on ne comprenait pas le STCF et le trouvions difficile à utiliser, mais, avec le temps, nous avons appris comment l'exploiter et nous y sommes habitués. C'était difficile au début parce que nous avons dû actualiser toutes les opérations de notre activité (atelier et parc) pour les rendre compatibles avec le système; beaucoup ont trouvé ça trop difficile et ont abandonné leur affaire pour une raison ou une autre. Mais, pour quelqu'un

comme moi, qui suis toujours tourné vers l'avenir, il n'était pas question d'abandonner le navire.

«Je suis resté concentré sur le cap à suivre; j'ai commencé par faire immatriculer ma scierie, mon parc, en suivant les exigences du Ministère à la lettre. Je ne dirais pas que nous allions mal avant, mais nous avions besoin d'un meilleur guide. Le STCF nous a aidés à devenir crédibles auprès du Ministère et d'autres autorités.

«Notre activité progresse, tout est en ordre dès que le bois quitte la forêt jusqu'à ce qu'il arrive à notre scierie. En revanche, le Ministère lutte contre les opérateurs illicites et l'illégalité n'est plus aussi facile. Le STCF aide les entreprises à assurer que les produits qu'elles achètent sont conformes à toutes les normes fixées par le système et pour moi cela a été une grande aide puisque mon activité prospère de jour en jour grâce à Dieu. En bref, ce que je voulais souligner c'est que le STCF a été un moyen d'aide et de reconnaissance énormes pour notre société et qu'il a aidé le pays à comprendre que tous ceux qui produisent du bois ou des produits forestiers ne font pas quelque chose de mal et que nombre d'entre nous sont en règle avec tout ce qu'exige la loi.»

**Edwin Almanza, propriétaire d'une scierie**

depuis les forêts plantées et naturelles jusqu'aux scieries et grossistes, en passant par les parcs de stockage sur et hors site. Il enregistre les informations depuis la zone de prélèvement tout au long des étapes suivantes en accord avec les plans de gestion, les plans annuels d'exploitation, les plans d'approvisionnement, de transformation et de commercialisation, les plans de reboisement et les contrôles statistiques. La récolte et le transport de produits forestiers depuis les zones agréées dans les deux régions pilotes ne peuvent avoir lieu sans passer par le STCF, en accord avec les conditions et exceptions fixées par le MiAmbiente.

Le STCF comporte les étapes suivantes:

- Le recensement des arbres (exploitables, semenciers et résiduels) dans les inventaires forestiers et le traçage des grumes et pièces prélevées (blocs et bois dimensionnés) pendant leur transport par le biais de puces électroniques fixées sur chaque arbre prélevé ainsi que sur sa souche.
- La saisie de données ayant trait, par exemple, au détenteur du permis d'exploitation/de récolte, au registre forestier, aux résolutions ministérielles approuvant l'inventaire général et le plan de gestion, le permis de récolte et



**Avec application:** Un technicien du MiAmbiente utilise l'application STCF au point de contrôle Agua Fria, dans le Darién, au Panama, pour suivre des grumes en cours d'acheminement. Photo: A. Castillo/MiAmbiente



«Le système de traçabilité et suivi forestiers (STCF) nous a permis [MiAmbiente] de diligenter l'évaluation des demandes de plans de gestion forestière. En outre, une fois que les permis nécessaires sont délivrés et que toutes les exigences ont été respectées, il nous permet de suivre et de contrôler l'origine du bois. Nous avons constaté une réduction du nombre de permis et du nombre d'infractions. Le travail des agents a gagné en efficacité.»

**Melanio Aguilar, technicien forestier au MiAmbiente**

le permis annuel d'exploitation. Le système fait appel à deux types de microprocesseurs, qui sont toutes deux connectées à une base de données centrale: l'une sert à stocker les données d'inventaire forestier et l'autre contient le code QR.

- L'enregistrement et le suivi des plans d'approvisionnement de l'entreprise.
- La délivrance des lettres de transport.
- L'enregistrement des informations géospatiales pour fournir un outil centralisé essentiel à l'application de la législation forestière et la gouvernance des forêts.
- Une application compatible avec des appareils nomades Android permettant de saisir directement les données de terrain et de vérifier les lettres de transport aux points de contrôle.
- La production de statistiques à partir des données stockées dans le système pour éclairer la prise de décisions relevant de la gestion durable des forêts.

Le STCF a été officiellement lancé le 7 octobre 2019 après une série de sessions pilotes et d'ateliers de validation. Ce processus a en partie consisté à redémarrer le STCF après avoir transféré les données des serveurs du cabinet d'expertise-conseil qui a produit le système dans ceux du MiAmbiente et procédé à des ajustements et des mises à jour pour le mettre en service.

### Les avantages du STCF

Le STCF permet à ses usagers de gagner beaucoup de temps pour les procédures d'approbation des permis, qui peuvent être directement effectuées dans le STCF pour obtenir l'autorisation de mener des opérations telles que l'abattage, le téléphérage, le traitement des lettres de transport et l'allocation des volumes d'approvisionnement. La durée nécessaire pour transporter le bois est aussi sensiblement réduite puisque les détenteurs d'un permis ont la possibilité d'imprimer la lettre de transport et de l'amener aux points de contrôle pour être contrôlée et visée par un inspecteur afin de pouvoir poursuivre le processus d'acheminement jusqu'à la destination finale. Le STCF numérise et stocke les données, actualise en permanence les volumes d'inventaire transportés, envoie des alertes sur la situation des stocks et permet de produire diverses statistiques se rapportant aux permis de coupe forestiers. Le STCF a aidé le travail des auditeurs forestiers (*regentes forestales*) en permettant de dresser des cartes indiquant l'emplacement des arbres à prélever ainsi que de ceux devant être gardés et d'estimer le volume par essence. Le système déclenche également une alerte si un nombre suffisant de semenciers par essence n'a pas été marqué pour être gardés. Pour les transformateurs, les plans d'approvisionnement garantissent désormais la fourniture en bois obtenus de source légale puisque tout le stock entrant est accompagné de permis accordés par le MiAmbiente.

Pour le MiAmbiente, le STCF s'est avéré être un outil précieux permettant de produire des données et informations techniques claires et à jour sur l'origine réelle du bois; approuver les permis et délivrer les lettres de transport très rapidement; effectuer un contrôle efficace et effectif aux points de contrôle; réduire l'exploitation illicite grâce au suivi des flux de bois au moyen des puces électroniques sur la base d'informations vérifiables; et fournir des informations en temps réel sur l'état des stocks par permis et essence. En outre, il est

aujourd'hui plus facile de montrer à la société civile que la gestion des ressources forestières s'opère dans la transparence. Enfin, il est possible grâce aux rapports statistiques actualisés qui sont produits d'améliorer la prise de décisions en matière de gestion durable des forêts.

La révision et l'amélioration du STCF qui sont en cours de même que les indications que des perfectionnements seront apportés ultérieurement contribuent à de mieux en mieux faire accepter le système chez les usagers (voir les encadrés). Le MiAmbiente, avec l'appui d'autres organismes, est pleinement mobilisé pour que le système soit amélioré en permanence.

L'élargissement du STCF à d'autres régions du pays, qui devrait débuter en 2021, progresse. Des scieries industrielles, cette couverture sera également étendue aux centres de distribution du bois. À cet égard, un projet consécutif a récemment été soumis à l'OIBT pour faciliter ce processus.



*«Grâce au STCF, nous faisons un meilleur travail sur le terrain, aussi bien dans les études commerciales que dans l'évaluation des plans d'exploitation annuels. En 2020, nous avons pour la première fois enregistré de meilleurs résultats. Le système nous permet de travailler plus*

*efficacement, et il a amélioré l'accessibilité et les procédures de transfert. C'est le meilleur travail que nous ayons vu dans le cadre du projet communautaire de Marragantí, qui est actuellement mis en œuvre.*

*«Nous utilisons précisément le STCF pour améliorer le contrôle. Il y a tellement de gens sur les réseaux sociaux qui n'ont aucune idée de ce qu'est l'aménagement forestier. Grâce au STCF, nous faisons du meilleur travail, car nous sommes en mesure de suivre tout le processus, depuis la souche de l'arbre à abattre. Le système nous donne toutes les données dont nous avons besoin, car la puce contient des données sur les coordonnées, les grands diamètres, les petits diamètres et la longueur des fûts. Une fois l'arbre coupé, la puce reste sur la souche, puis la grume est tracée par le système de traçabilité. Les branches sont aussi récoltées, nous ne les gaspillons pas. Quand nous n'avions pas de traçabilité, les branches n'étaient pas ramassées, car nous étions incapables de traiter le processus, mais maintenant nous le pouvons.*

*«Avec le STCF, nous traitons tout sans problème, dans la transparence, et nous montrons au gouvernement que nous faisons du bon travail avec un professionnalisme technique.»*

**Clamedes Guaynora,**  
**Porte-parole de la communauté de Marragantí**

*«Le STCF facilite aussi bien les procédures administratives que celles sur site puisque toutes les données recueillies s'accompagnent d'un ordre (pour aider l'organisation). Le système nous permet également de mieux repérer l'emplacement des semences, des arbres rémanents et autres de manière à améliorer la gestion et la restauration de la forêt. Les études sont maintenant plus rapides et plus fiables; de la même manière, l'extraction s'effectue de manière ordonnée de manière à avoir moins de pertes, tant au niveau des opérateurs que de l'environnement. La délivrance des lettres de transport est aujourd'hui plus rapide et les procédures aux points de contrôle moins fastidieuses. Le système nous donne un contrôle accru et une plus grande confiance dans la gestion durable de la forêt.»*

**Bertha García, auditeure forestière (voir la photo en page 13)**



*«La gestion durable des forêts est un outil important pour assurer la vie des écosystèmes et augmenter le piégeage du carbone, tout en, parallèlement, apportant des avantages sociaux. Au MiAmbiente, assurer une gestion adéquate est pour nous une priorité dans notre engagement à lutter contre l'exploitation forestière illicite et*

*l'éliminer.*

*«Nous y parvenons grâce à l'exploitation du STCF, qui nous permet de mener un suivi systématique des processus d'exploitation forestière à partir de la forêt dans le cadre d'un plan de gestion durable. Ce système ne garantit pas seulement la gestion adéquate des ressources, c'est aussi un outil efficace pour suivre le processus d'extraction, à la scierie, aux points de contrôle, au parc à grumes et dans la forêt. Grâce à cet outil, nous sommes en mesure de garantir en 2020 que tout le bois correctement étiqueté provient d'une source légale.»*

**Victor Francisco Cadavid,**  
**Directeur de la Direction des forêts au MiAmbiente**

Le MiAmbiente remercie avec gratitude l'OIBT pour l'appui apporté au STCF dans le cadre des deux projets mentionnés dans cet article ainsi que de projets antérieurs qui ont jeté les bases de leur mise en œuvre. Le soutien d'autres organisations, notamment de la FAO et du WWF, a aussi eu une très grande importance.

Pour consulter les produits des projets, saisissez le numéro du projet, PD 602/11 Rev.3 (F) ou TFP-PD 044/13 Rev.2 (M), dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: [www.itto.int/fr/project\\_search](http://www.itto.int/fr/project_search)

Une vidéo du projet est disponible sur: [www.youtube.com/user/ittosfm/videos](http://www.youtube.com/user/ittosfm/videos)

# Relever le défi de la REDD+

**Un projet de l'OIBT a aidé le Cambodge à préparer la REDD+ en renforçant les capacités des autorités locales et en améliorant les moyens d'existence des riverains**

par Phalla Thuch<sup>1</sup>,  
Pheakdey Nguon<sup>2</sup>,  
Chann Sopha<sup>3</sup>,  
Sreng Syneath<sup>3</sup>,  
Chhorn Vireak<sup>3</sup>,  
Rin Chenda<sup>3</sup>,  
Hor Chandarith<sup>3</sup>,  
Keth Somkol<sup>3</sup> et  
Tep Nheata<sup>3</sup>



**Patrouille forestière:** Un agent du projet dirige un exercice de renforcement des capacités d'une patrouille forestière communautaire dans la province de Kampong Thom, au Cambodge. *Photo: © V. Chhorn/Administration forestière*

<sup>1</sup> Administration forestière, Ministère cambodgien de l'agriculture, de la foresterie et des pêches, Phnom Penh, Cambodge (thuch.phalla2018@gmail.com)

<sup>2</sup> Chercheur associé, Administration forestière, Ministère cambodgien de l'agriculture, de la foresterie et des pêches, Phnom Penh, Cambodge

<sup>3</sup> Personnel du projet, province de Kampong Thom, Cambodge

Au cours de la décennie passée, le Cambodge a affiché une croissance économique remarquable. En 2018, son produit intérieur brut (PIB) s'élevait à 24,5 milliards \$EU, soit une augmentation d'environ 7 pour cent par an depuis 2010. Le secteur forestier (industrie de transformation du bois comprise) contribue au PIB à hauteur de 3,2 à 5,7 pour cent du PIB et procure directement et indirectement de l'emploi à environ 14 000 personnes (Gouvernement du Cambodge, 2019). Outre le fait de contribuer directement au PIB, les forêts sont importantes en appui aux moyens d'existence en milieu rural. En outre, les ressources forestières, notamment les produits forestiers non ligneux, ont traditionnellement été un important filet de sécurité pour les populations rurales lors d'aléas météorologiques majeurs de type inondations ou sécheresse.

Le Cambodge est en grande partie tributaire de ses ressources agricoles, foncières et hydriques et de ses secteurs forestier et halieutique, qui sont tous vulnérables aux effets du changement climatique, en particulier inondations, sécheresse, tempêtes et intrusions salines. Les ménages ruraux – et en particulier les femmes et autres groupes vulnérables – éprouvent d'ores et déjà des difficultés à faire face aux impacts du changement climatique. Selon les estimations de la Banque asiatique de développement, le Cambodge a ainsi perdu en 2015 1,5 milliard \$EU (soit 10 pour cent de son PIB) en raison des effets délétères du changement climatique (Khmer Times, 2016).

Le Gouvernement du Cambodge reconnaît que la déforestation et la dégradation des forêts nuisent aux moyens d'existence des communautés pauvres et tributaires des forêts, et constituent des sources notables d'émissions de gaz à effet

<sup>1</sup> Le terme REDD+ englobe les efforts destinés à réduire les émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement et à prendre en compte le rôle du cycle du carbone dans la conservation des forêts, la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone forestier dans les pays en développement.

de serre, tant au niveau national que régional. Par conséquent, le Cambodge est tout à fait favorable au développement et à la mise en œuvre du processus de la REDD+, et a d'ailleurs vigoureusement appelé à ce qu'il soit adopté<sup>1</sup>.

Au Cambodge, le processus de préparation à la REDD+ a été mis en œuvre de 2008 à 2016. La «feuille de route nationale» a été parachevée en 2010 et un programme national REDD+ créé en 2012, qui a débouché sur la mobilisation des acteurs, le renforcement des capacités et la mise en œuvre de dispositions institutionnelles. Le Gouvernement du Cambodge a analysé la stratégie nationale REDD+ en vue de la mettre en œuvre à la fin de 2016. Plusieurs projets REDD+ pilotes ont aussi été mis en place dans le cadre de ce processus: le projet forestier REDD+ de la communauté d'Oddar Meanchey; le projet REDD+ lié au Sanctuaire de vie sauvage de Keo Seima; et le projet REDD+ de Prey Lang.

Les expériences collectives menées dans le cadre de ces projets REDD+ ont souligné l'importance de normaliser les procédures afin de répondre aux normes carbone et d'assurer que les projets REDD+ soient élaborés et mis en œuvre de manière équitable, efficiente et efficace. Le Cambodge étant par ailleurs au premier stade de l'élaboration d'un programme REDD+ juridictionnel qui cadre avec l'élaboration de projets REDD+ pilotes en cours, il est impératif d'assurer que le programme prenne en compte les acquis de ces projets.

## Le projet de l'OIBT

L'Administration forestière du Ministère cambodgien de l'agriculture, des forêts et des pêches a reçu le soutien de l'OIBT pour mettre en œuvre un projet<sup>2</sup> dans la forêt de Tumring, dans la province de Kampong Thom, qui est destiné à s'attaquer, en s'inspirant des expériences de projets REDD+

<sup>2</sup> PD 740/14 Rev. 2 (F): «Gestion durable des forêts par les mécanismes REDD+ dans la province de Kampong Thom, au Cambodge».

antérieurs, à quelques-uns des défis de la REDD+. L'un des objectifs de ce projet, entamé en 2015 et qui devrait s'achever en cours d'année, est de normaliser les procédures afin de répondre, avec efficacité et effectivité, aux spécifications techniques des normes juridiques de la REDD+ en vue de réduire la déforestation et la dégradation des forêts. Un autre objectif consiste à offrir à trois communautés locales – Veal O Kdey, Kbal Khla et O Krovak – des incitations idoines en vue de réduire leur dépendance à un usage non viable de la forêt, notamment en augmentant la participation des communautés à la gestion de la forêt de Tumring. Et le troisième objectif est de renforcer la capacité des fonctionnaires et des membres de ces communautés – qui sont censés jouer des rôles grandissants dans les efforts destinés à réduire la déforestation et la dégradation des forêts – à mettre en œuvre le processus de la REDD+.

Dans cet article, nous mettons en avant les réalisations de ce projet de l'OIBT, présentées en trois parties correspondant aux trois principaux produits énoncés dans le descriptif du projet.

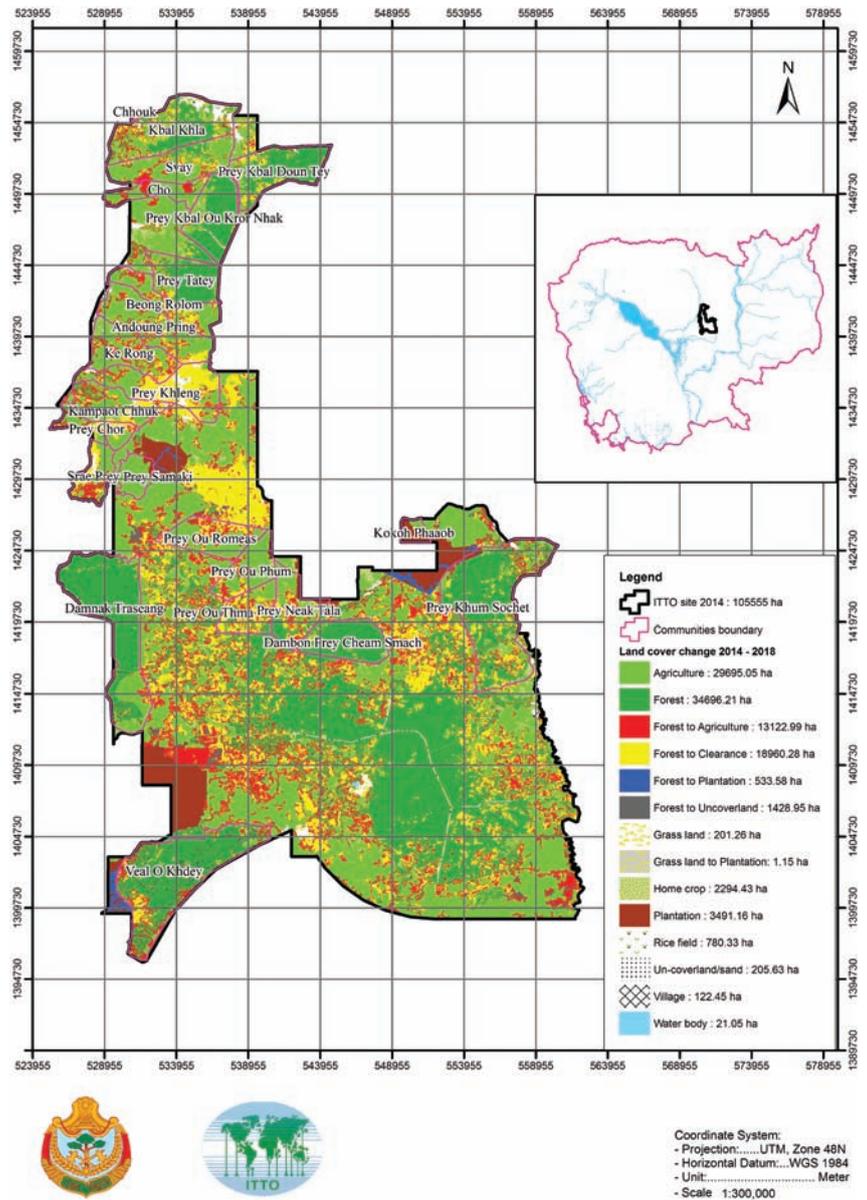
## Améliorer la compréhension et les connaissances

Dans le cadre du projet ont été menées diverses activités destinées à mieux faire comprendre la REDD+ aux parties prenantes (dont les femmes) de l'échelon local à national et à les informer en la matière. Le projet a par exemple organisé et conduit des réunions, des formations et des ateliers pour sensibiliser les autorités locales, les riverains et autres acteurs d'échelon provincial et national à la gestion durable des forêts, au changement climatique, à l'application de la législation forestière, à l'amélioration des moyens d'existence et à la REDD+.

Il importe de noter que les activités de sensibilisation de ce projet ont mis l'accent sur la participation des autorités provinciales, qui, physiquement proches du site du projet, ont le pouvoir de gérer le site aux côtés des communautés locales. Le projet a aidé à nouer des liens de confiance et de bonnes relations entre les autorités provinciales et les communautés locales. Au cours du projet, plus de 70 représentants de plus de 20 sections provinciales ont bénéficié de ces activités de sensibilisation. Y ont participé les sections suivantes: Environnement; Aménagement du territoire; Développement rural; Affaires féminines; Cantonnement de l'Administration des pêches; Commissariat de la police provinciale; Gendarmerie provinciale; Sous-division militaire provinciale; Mairie de Stung Sen; et Office des affaires transectorielles (instance provinciale). En outre, le projet a mené de multiples exercices de formation sur site à la sensibilisation destinés aux membres de groupes forestiers de communautés locales et organisé des visites d'échange entre ceux-ci et les communautés qui ont participé au projet REDD d'Oddar Meanchey.

Outre cet engagement direct avec les acteurs en vue d'accroître leur compréhension, le projet a conduit des évaluations et études techniques pour améliorer les connaissances qui contribuent aux discussions au niveau national. Par exemple, avec l'appui du projet, des études ont porté sur: les moteurs et vecteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts dans la province de Kampong Thom; l'élaboration des niveaux d'émissions forestières de référence ajustés pour la province de Kampong Thom; l'élaboration de niveaux d'émissions forestières par défaut pour la province de Kampong Thom; les

Figure 1: Modification du couvert forestier sur le site du projet: forêt de Tumring, province de Kampong Thom, 2014-2018



enseignements dégagés de l'élaboration du projet REDD+ au Cambodge; les mécanismes de partage des avantages qui sont en place dans les projets forestiers et de REDD+ pour concevoir l'attribution effective au niveau national d'incitations à la REDD+ au Cambodge; la conception, la mise en œuvre et le suivi des garanties de gestion durable des forêts dans le cadre de mécanismes REDD+ dans la province de Kampong Thom; et la mise au point d'une stratégie de commercialisation et de financement durable de la REDD+ au Cambodge. Ces évaluations, qui ont été réunies en un seul tome sur le point d'être publiés, ont aidé à normaliser les procédures servant à satisfaire de manière efficace et effective aux spécifications techniques des normes juridiques de la REDD+ en vue de réduire la déforestation et la dégradation des forêts. Enfin, le projet a tenu le public informé de ses activités, réalisations et enseignements dégagés via les réseaux sociaux<sup>3</sup>.

3 Consulter: [www.facebook.com/FA.ITTO.REDDPlus](http://www.facebook.com/FA.ITTO.REDDPlus)

**Tableau 1: Résultats des patrouilles communautaires**

Cas	Prey Kbal O Kranhak	Kbal Khla	Veal O Kdey	Total
Nombre de confiscations de moyens de transport de bois illégaux	10	1	1	12
Nombre d'interceptions de tentatives d'exploitation forestière illégale	13	25	5	43
Nombre d'interceptions d'extraction de produits forestiers non ligneux	3	1	2	6
Nombre d'interceptions de tentatives de braconnage	0	0	1	1
Nombre d'interceptions d'incursions sur des terres	12	7	17	36
Nombre d'interceptions de tentatives de brûlage illégal de la forêt	1	1	0	2
Nombre de confiscations de tronçonneuses	1	1	0	2

## Patrouilles forestières et amélioration des moyens d'existence

Le projet a abordé la problématique de la participation des communautés locales à la gestion durable des forêts sous l'angle des patrouilles conjointes en forêt; il s'est également attaché à améliorer les moyens d'existence de trois communautés locales situées dans la zone du projet. Leurs membres ont patrouillé aux côtés des autorités locales. Le tableau 1 indique le nombre d'objets confisqués dans le cadre de ces patrouilles au cours de la période du projet. Dans l'ensemble, les communautés ont confisqué 12 moyens de transport de bois illégalement prélevés (essentiellement des charrettes à bras ou des chars à bœufs) et deux tronçonneuses. Ils ont empêché 43 cas d'exploitation illégale, 36 cas d'incursion illégale sur des terres, six cas d'extraction de produits forestiers non ligneux, deux cas de brûlage illégal de la forêt et un cas de chasse au gibier.

En étroite collaboration avec des fonctionnaires du Département de l'agriculture, de la foresterie et des pêches de la province de Kampong Thom, le projet a présenté aux trois communautés le concept de «bonne pratique agricole» et a aidé à mettre en place des sites de démonstration suite à un essai pilote mené dans la province de Prey Veng. Le projet a par ailleurs accompagné des options de moyens d'existence de type élevage (poulets) et maraîchage (concombre, haricot long, épinard, belle-de-jour, radis et aubergine) qui ne dépendent pas des forêts. Près de 300 habitants de ces villages ont bénéficié de cette intervention. En vue de diminuer l'usage du bois de feu récolté en forêt, le projet leur a distribué 1 600 réchauds à économie d'énergie. Les bénéficiaires ont rapporté que non seulement ces réchauds avaient diminué leur recours au bois de feu, mais qu'ils avaient aussi, en réduisant la pollution intérieure, amélioré l'état de santé de la famille. Utiliser moins de combustible a également permis aux bénéficiaires de consacrer moins de temps à la collecte de bois de feu, étant donné qu'ils dépensent aujourd'hui moins pour l'achat de bois de feu consommé par le ménage.

Comme indiqué précédemment, l'un des axes centraux du projet a été de contribuer aux discussions de niveau national sur l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+, en s'inspirant des enseignements dégagés à l'échelon provincial, notamment dans la zone du projet située dans la



**Passeurs de savoirs:** Des agents du projet dispensent une formation à la communauté sur la gestion durable des forêts dans la province de Kampong Thom, au Cambodge.

Photo: © V. Chhorn/Administration forestière

province de Kampong Thom. Les premiers résultats des sept évaluations techniques ont été présentés aux parties prenantes et discutés avec elles.

Les observations qui ont émané de ces concertations ont été prises en compte avant de finaliser les évaluations<sup>4</sup>, permettant ainsi de crédibiliser et de légitimer le rapport sur les discussions relatives à la REDD+ au niveau national.

Il ressort notamment de ces évaluations que neuf vecteurs de déforestation et de dégradation sont à l'œuvre dans la forêt de Tumring. Il s'agit de: exploitation illégale; produits ligneux commerciaux; défrichage pour l'agriculture commerciale; fabrication de charbon de bois; défrichage pour les cultures vivrières; nouvelles colonies; catastrophes naturelles; feux forestiers d'origine anthropique; et collecte de bois de feu pour usage domestique. Les quatre vecteurs indirects sont: limites de l'application de la loi; demande en bois; problématiques relevant du régime foncier et des droits connexes; et essor démographique. Les fabricants de meubles, petits à moyens investisseurs agricoles, producteurs de charbon de bois, migrants sur les terres, récolteurs de bois de feu et agriculteurs vivriers sont des vecteurs courants de la déforestation et de la dégradation de la forêt dans cette zone.

Après avoir ainsi mieux cerné les moteurs et vecteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts, des évaluations ont été menées sur la base d'un scénario hypothétique d'un

4 Consultable sur: [www.itto.int/project/id/PD740\\_14-Rev.2-F](http://www.itto.int/project/id/PD740_14-Rev.2-F)



**Des cuisinières intelligentes:** Des riveraines montrent leurs réchauds à bois économes, qui ont aidé à réduire la consommation de bois de feu dans les villages. Photo: © S. Sineth/Administration forestière

projet REDD+ mené à l'échelon de la province de Kampong Thom. Ces évaluations ont servi à examiner:

- le potentiel de réduction des émissions dans la province de Kampong Thom sur la base d'un niveau référentiel ajusté d'émissions forestières;
- les politiques et mesures visant à remédier aux moteurs et vecteurs de déforestation et de dégradation de la forêt, et à améliorer les moyens d'existence des communautés locales de la province de Kampong Thom;
- la conception d'un mécanisme de partage des avantages qui soit équitable, efficient et effectif pour un projet REDD+ d'échelon provincial;
- la conception, la mise en œuvre et le suivi d'un système d'information sur les garanties REDD+ et d'un cadre au niveau du projet; et
- une stratégie de commercialisation et de financement pérenne pour les projets REDD+.

## Conclusion

La mise en œuvre de ce projet de l'OIBT a, entre autres, eu des incidences favorables sur les parties prenantes, depuis les communautés locales jusqu'aux autorités provinciales et nationales. Les communautés locales en ont en effet bénéficié au travers de leur participation, avec les autorités locales, aux patrouilles d'application de la loi, qui ont permis de renforcer les capacités des communautés et leur compréhension du cadre juridique ainsi que leur sentiment de prise en main de la gestion des ressources forestières. Sur le long terme, cela pourrait aider à assurer un usage durable de la forêt. Il importe de noter que la mobilisation de la collectivité au service des patrouilles forestières a renforcé la compréhension

et l'appréciation mutuelles des situations, défis, forces et aspirations auxquels sont confrontés chacun de ces acteurs. La gestion durable des forêts dépend en effet d'un effort concerté entre tous les acteurs. Le fait que le projet ait mis en exergue la participation des femmes aux patrouilles a aidé à mettre en lumière les rôles sexospécifiques des parties prenantes dans le secteur forestier.

Les communautés locales ont aussi appris, grâce au projet, sur les diverses pratiques agricoles améliorées et ont bénéficié de la distribution des réchauds économes. Aux niveaux provincial et national, les enseignements tirés du projet sont aujourd'hui disponibles et devraient être exploités pour enrichir les discussions stratégiques sur les défis et opportunités de la REDD+.

## Bibliographie

Gouvernement du Cambodge 2019. National REDD+ Strategy 2017-2026.

Khmer Times 2016. 10% of GDP lost to climate change [en ligne]. 4 juillet. Consulté le 31 août 2019. [www.khmertimeskh.com/25393/10-of-gdplost-to-climate-change](http://www.khmertimeskh.com/25393/10-of-gdplost-to-climate-change)

Pour consulter les produits du projet, saisir le numéro du projet, PD 740/14 Rev.2 (F), dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: [www.itto.int/fr/project\\_search](http://www.itto.int/fr/project_search)

# Évaluation des ressources forestières mondiales 2020: principaux résultats

**Le dernier rapport de la FAO indique que les forêts dans le monde évoluent, à la fois de manière encourageante et inquiétante**

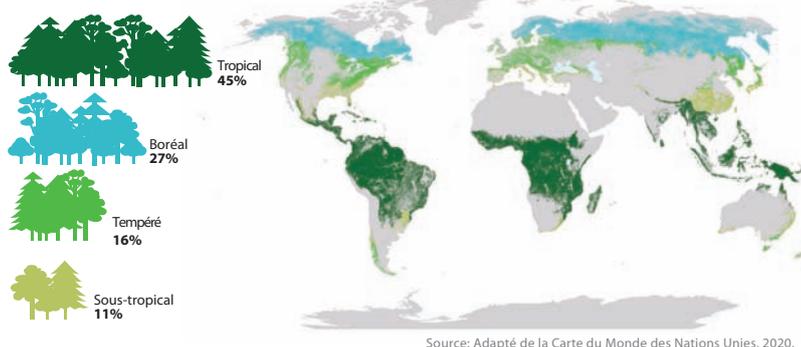


**Vision de la forêt:** Sous la canopée d'une forêt du parc national Betung Kerihun, en Indonésie. Près de la moitié (45%) des forêts du monde se situent dans le domaine tropical. *Photo: K. Sato/OIBT*

Cet article présente les principaux résultats de l'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA 2020), qu'a publiée en avril 2020 l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)<sup>1</sup>. Les données de FRA 2020, pour la plupart des pays dans le monde, sont le fruit d'un processus de soumission des rapports transparent et traçable associant un réseau solidement implanté de correspondants nationaux qui sont officiellement nommés. L'utilisation pour l'établissement des rapports d'une méthodologie normalisée permet de suivre dans le temps l'évolution de divers paramètres comme la superficie, la gestion, le régime de propriété ou l'utilisation des forêts, ainsi que de colliger les données à l'échelle régionale et mondiale.

Les informations fournies par FRA donnent une image complète des forêts du monde et de la manière dont cette ressource évolue. Pouvoir disposer d'un tableau aussi clair contribue à l'élaboration de politiques, de pratiques et d'investissements judicieux en matière de forêt et de foresterie.

## Part et répartition de la superficie forestière mondiale par domaine climatique, 2020



<sup>1</sup> Cet article reproduit le texte et les figures publiés dans: FAO 2020. Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 – Principaux résultats. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca8753fr>

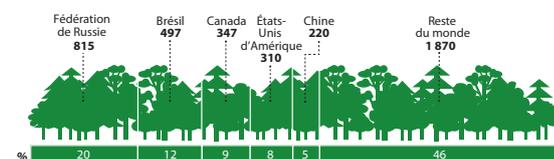
FRA désigne le mécanisme de recueil de données relatives à deux indicateurs connexes aux Objectifs de développement durable (ODD) liés aux forêts, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptés en 2015. De manière plus spécifique, les données transmises à FRA alimentent les indicateurs de suivi 15.1.1 (Surface des zones forestières, en proportion de la surface terrestre en 2015) et 15.2.1 (Progrès vers la gestion durable des forêts) des ODD.

## Les forêts recouvrent près d'un tiers de la surface terrestre mondiale

La superficie des forêts dans le monde couvre au total 4,06 milliards d'hectares (ha), ce qui correspond à 31 pour cent de la superficie totale des terres. Cela équivaut à 0,52 ha par habitant<sup>2</sup>, en notant toutefois que les forêts ne sont pas également réparties entre les populations du monde ou sur le plan géographique. Le domaine tropical représente la plus grande part de forêts dans le monde (45 pour cent), suivi des domaines boréal, tempéré et sous-tropical.

Cinq pays, la Fédération de Russie, le Brésil, le Canada, les États-Unis d'Amérique et la Chine, recèlent à eux seuls plus de la moitié (54 pour cent) des forêts du monde.

## Les cinq premiers pays par superficie de forêt, 2020 (millions d'hectares)



<sup>2</sup> Calcul qui suppose une population mondiale de 7,79 milliards d'habitants, telle qu'elle est estimée dans: Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales (DAES), Division de la population. 2019. *Perspectives de la population dans le monde 2019*, édition en ligne.

## La superficie forestière mondiale diminue, mais le taux de recul de la forêt s'est ralenti

Le monde a perdu 178 millions d'hectares de forêt depuis 1990, ce qui équivaut à peu près à la superficie de la Libye.

Le taux de perte forestière nette a considérablement diminué au cours de la période 1990-2020 en raison d'une réduction de la déforestation dans certains pays et d'une augmentation de la superficie forestière dans d'autres, due au boisement et à l'expansion naturelle de la forêt.

Le taux de perte forestière nette est passé de 7,8 millions d'hectares par an sur la décennie 1990-2000 à 5,2 millions d'hectares par an durant la période 2000-2010 et à 4,7 millions d'hectares par an sur celle de 2010-2020. Ce rythme s'est toutefois ralenti ces dernières années sous l'effet de la réduction du taux d'expansion de la forêt.

## L'Afrique présente la perte nette de superficie forestière la plus élevée

L'Afrique a enregistré le taux annuel de perte forestière nette le plus élevé en 2010-2020, avec 3,9 millions d'hectares, suivie de l'Amérique du Sud avec 2,6 millions d'hectares.

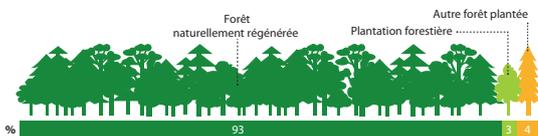
Le taux de perte nette en superficie forestière a augmenté en Afrique sur chacune des décennies concernées depuis 1990. Il a toutefois sensiblement baissé en Amérique du Sud, où il a diminué environ de moitié durant la période 2010-2020 comparé celle de 2000-2010.

L'Asie a enregistré la plus forte croissance nette de superficie forestière en 2010-2020, suivie de l'Océanie et de l'Europe<sup>3</sup>. Cependant, l'Europe et l'Asie ont affiché des taux de croissance nette sensiblement plus bas en 2010-2020 par rapport à 2000-2010. L'Océanie a subi des pertes nettes de sa superficie forestière durant les décennies 1990-2000 et 2000-2010.

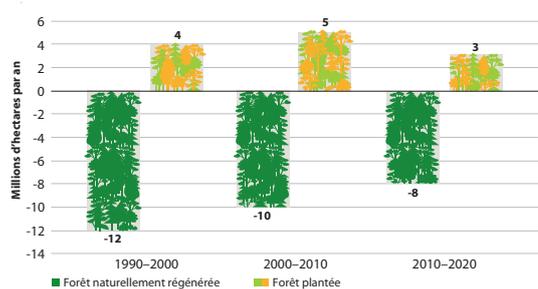
## Plus de 90 pour cent des forêts du monde se sont régénérées naturellement

À quatre-vingt-treize pour cent (3,75 milliards d'hectares), la superficie forestière dans le monde est composée de forêts

### Forêt naturellement régénérée par rapport à forêt plantée, 2020 (en pourcentage de la superficie forestière mondiale)

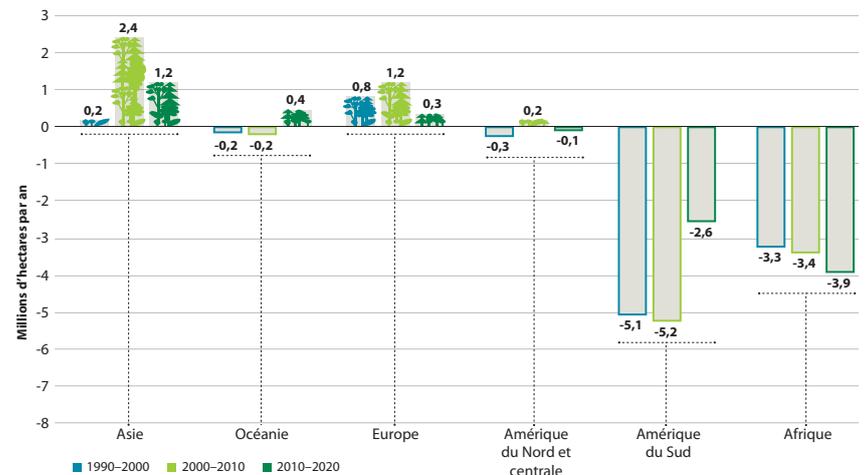


## Évolution annuelle nette de la superficie des forêts naturellement régénérées et plantées, par décennie, 1990-2020



3 Selon la ventilation régionale utilisée dans FRA 2020, l'Europe inclut la Fédération de Russie.

## Évolution annuelle nette de la superficie forestière, par décennie et par région du monde, 1990-2020



naturellement régénérées et 7 pour cent (soit 290 millions d'hectares) correspondent à des forêts plantées.

La superficie de forêt naturellement régénérée a diminué depuis 1990 (suivant un rythme décroissant), mais la superficie de forêt plantée a augmenté de 123 millions d'hectares. Le taux annuel de croissance de la superficie de forêt plantée a connu un ralentissement au cours des dix dernières années.

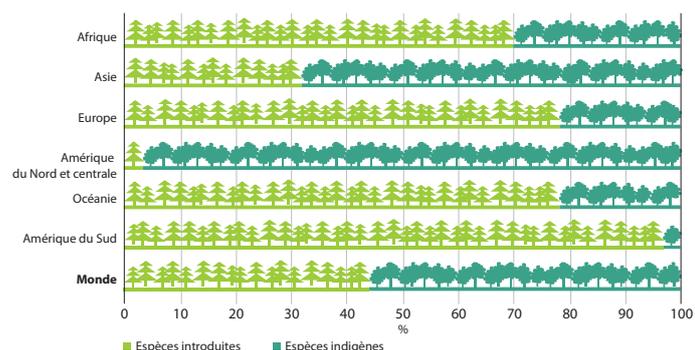
## Les plantations représentent environ trois pour cent des forêts du monde

Les plantations forestières couvrent environ 131 millions d'hectares, soit trois pour cent de la superficie forestière mondiale et 45 pour cent de la superficie totale des forêts plantées.

Les plantations forestières sont gérées de manière intensive, composées d'une ou deux essences, équiennes, plantées à des intervalles réguliers, et établies principalement à des fins productives. Les autres forêts plantées, qui représentent 55 pour cent de l'ensemble des forêts plantées, ne sont pas gérées de manière intensive et, lorsque le peuplement arrive à maturité, ressemblent plutôt à des forêts naturelles. Les autres forêts plantées peuvent servir à des fins telles que la restauration de l'écosystème et la protection de la qualité des sols et de l'eau. La part la plus élevée de plantation forestière se trouve en Amérique du Sud, où ce type de forêt représente 99 pour cent de la superficie totale de forêt plantée et 2 pour cent de la superficie forestière totale.

La plus faible part de plantations forestières se trouve en Europe, où elle représente 6 pour cent des forêts plantées et 0,4 pour cent de la superficie forestière totale.

## Part d'espèces introduites et indigènes dans les plantations forestières, par région du monde, 2020



Au niveau mondial, 44 pour cent des plantations forestières se composent essentiellement d'espèces introduites. Il existe des différences considérables entre les régions: par exemple, si les plantations forestières d'Amérique centrale et du Nord sont principalement composées d'espèces indigènes, celles d'Amérique du Sud sont presque entièrement composées d'espèces introduites.

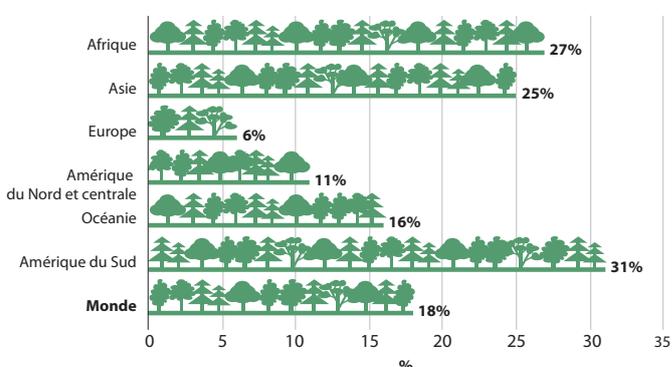
### Plus de 700 millions d'hectares de forêt se situent dans des aires protégées juridiquement constituées

À l'échelle mondiale, environ 726 millions d'hectares de forêt se situent dans des aires protégées.

L'Amérique du Sud, l'une des six principales régions du monde, présente la part la plus élevée de forêt se situant dans des aires protégées, soit 31 pour cent.

La superficie de forêt dans les aires protégées a enregistré une hausse de 191 millions d'hectares depuis 1990 à travers le monde, mais le taux annuel de progression a connu un ralentissement en 2010-2020.

#### Part de forêt située dans des aires protégées, par région du monde, 2020

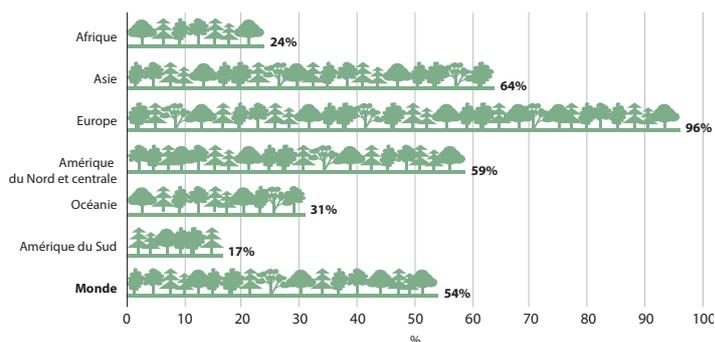


### Les forêts primaires couvrent environ 1 milliard d'hectares

Le monde recèle encore au moins 1,1 milliard d'hectares de forêt primaire, c'est-à-dire de forêts composées d'espèces indigènes dans lesquelles aucune trace d'activité humaine n'est clairement visible et où les processus écologiques ne sont pas sensiblement perturbés. Le Brésil, le Canada et la Fédération de Russie abritent, à eux trois, plus de la moitié (61 pour cent) des forêts primaires du monde.

La superficie de forêt primaire a diminué de 81 millions d'hectares depuis 1990, mais le rythme de perte a diminué de plus de moitié en 2010-2020 par rapport à la décennie précédente.

#### Part de superficie forestière soumise à des plans de gestion à long terme, par région du monde, 2020



### Plus de 2 milliards d'hectares de forêt sont soumis à des plans de gestion

La plupart des forêts d'Europe sont soumises à des plans de gestion; en revanche, moins de 25 pour cent des forêts d'Afrique et moins de 20 pour cent de celles d'Amérique du Sud le sont. La superficie de forêt faisant l'objet d'un plan de gestion est en progression dans toutes les régions sachant que, mondialement, elle a augmenté de 233 millions d'hectares depuis 2000, pour atteindre 2,05 milliards d'hectares en 2020.

### Les incendies constituent la perturbation forestière la plus fréquente dans les tropiques

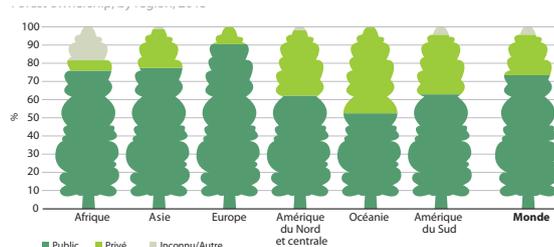
Les forêts subissent de nombreuses perturbations susceptibles de nuire à leur santé ou vitalité, et pouvant réduire leur capacité à fournir une gamme complète de biens et de services écosystémiques. Environ 98 millions d'hectares de forêt ont été touchés en 2015 par des incendies<sup>4</sup>, qui sont principalement survenus dans le domaine tropical, où près de 4 pour cent de la superficie totale de forêt a brûlé cette année-là. Plus des deux tiers de la superficie totale de forêt touchée se situaient en Afrique et en Amérique du Sud.

Les insectes, maladies et événements climatiques graves ont endommagé près de 40 millions d'hectares de forêt en 2015, principalement dans les domaines tempéré et boréal.

Les forêts du monde appartiennent principalement au domaine public, mais la part de forêts privées a augmenté depuis 1990.

Soixante-treize pour cent des forêts du monde relèvent du régime de la propriété publique<sup>5</sup> et 22 pour cent du régime de la propriété privée, le régime du reliquat étant classé «inconnu» ou «autre» (cette dernière catégorie comprend surtout les forêts dont le régime de propriété est contesté ou en phase de transition).

#### Régime de propriété forestière, par région du monde, 2015



Le régime de propriété publique est majoritaire dans toutes les régions du monde et dans la plupart des sous-régions.

Parmi les différentes régions, l'Océanie, suivie de l'Amérique du Nord et centrale et de l'Amérique du Sud, présente la part la plus élevée de forêts privées.

À l'échelle mondiale, la part de forêts appartenant au domaine public a diminué depuis 1990 tandis que la superficie de forêt détenue par le domaine privé a augmenté.

Les administrations publiques détiennent les droits de gestion de 83 pour cent de la superficie forestière sous régime de propriété publique dans le monde. La gestion par l'administration publique est surtout majoritaire en Amérique du Sud, où elle représente 97 pour cent des

4 La dernière année pour laquelle l'on dispose de données.

5 En 2015, la dernière année pour laquelle l'on dispose de données mondiales.

responsabilités de gestion des forêts de propriété publique. La part des droits de gestion de l'administration publique a diminué mondialement depuis 1990, avec une part croissante de forêts de propriété publique gérée par des entreprises, des organismes et des institutions privés, ou par des communautés indigènes et tribales.

### Le matériel sur pied est en diminution dans les forêts du monde

À l'échelle mondiale, le total du matériel sur pied arboré est passé de 560 milliards de m<sup>3</sup> en 1990 à 557 milliards de m<sup>3</sup> en 2020 en raison d'une diminution nette de la superficie forestière. En revanche, le matériel sur pied par unité de surface a augmenté à l'échelle mondiale et dans toutes les régions:

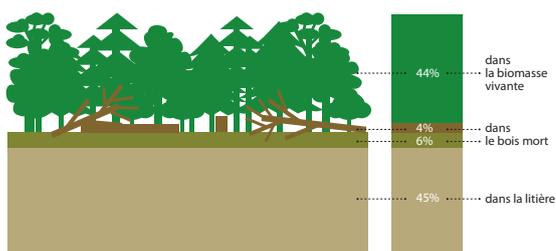
il est passé de 132 m<sup>3</sup> à l'hectare en 1990 à 137 m<sup>3</sup> à l'hectare en 2020. Le matériel sur pied par unité de surface est plus élevé dans les forêts tropicales d'Amérique du Sud et centrale, ainsi qu'en Afrique occidentale et centrale.

Les forêts du monde contiennent environ 606 gigatonnes de biomasse vivante (aérienne et souterraine) et 59 gigatonnes de bois mort. La biomasse totale a légèrement baissé depuis 1990, mais la biomasse par unité de surface a augmenté.

### Le stock total de carbone forestier est en diminution

Le carbone forestier est contenu en majeure partie dans la biomasse vivante (44 pour cent) et dans la matière organique des sols (45 pour cent); le reliquat se trouve dans le bois mort et la litière. Le stock total de carbone forestier est passé de 668 gigatonnes en 1990 à 662 gigatonnes en 2020; la densité de carbone a légèrement augmenté au cours de cette période, passant de 159 à 163 tonnes à l'hectare.

#### Part de stock de carbone contenue dans les puits de carbone forestier, 2020



### Environ 30 pour cent de l'ensemble des forêts sont principalement utilisés pour la production

Au niveau mondial, près de 1,15 milliard d'hectares de forêt sont gérés principalement pour la production de bois et de produits forestiers non ligneux. En outre, 749 millions d'hectares sont affectés à des usages multiples, qui incluent souvent la production.

La superficie de forêt principalement affectée à la production est restée relativement stable dans le monde, mais la superficie de forêt à usages multiples a diminué d'environ 71 millions d'hectares depuis 1990.

### Environ 10 pour cent des forêts du monde sont affectés à la conservation de la biodiversité

Dans le monde, 424 millions d'hectares de forêt sont principalement affectés à la conservation de la diversité biologique. Dans l'ensemble, 111 millions d'hectares ont été alloués à cette fin depuis 1990, la plus grande partie l'ayant été entre 2000 et 2010. Le taux de croissance de la superficie forestière principalement dédiée à la conservation de la biodiversité a connu un ralentissement au cours des dix dernières années.

### La superficie forestière principalement affectée à la protection du sol et de l'eau augmente

Environ 398 millions d'hectares de forêt sont principalement affectés à la protection du sol et de l'eau, soit une augmentation de 119 millions d'hectares depuis 1990. Le taux de croissance de la superficie forestière affectée à cette fin a augmenté durant toute cette période, notamment au cours des dix dernières années.

### Plus de 180 millions d'hectares de forêt sont principalement utilisés pour des services sociaux

Une superficie de 186 millions d'hectares de forêt dans le monde est affectée à des services sociaux tels que les activités récréatives, le tourisme, la formation, la recherche et la conservation de sites d'importance culturelle ou spirituelle. La superficie allouée à cette utilisation de la forêt a augmenté de 186 000 ha par an depuis 2010.

Il convient de souligner que les totaux indiqués peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres et que les pourcentages peuvent ne pas totaliser 100, car ils ont été arrondis. D'autre part, tous les pays ne fournissent pas de données pour l'ensemble des paramètres mentionnés précédemment.

# Rapport de bourse

**La communication:  
une puissante  
stratégie pour la  
conservation de nos  
écosystèmes**

par Talía Lostaunau  
García

Lima, Pérou  
(talía.lostaunau@gmail.com)



**Chercher l'oiseau rare:** Une campagne de communication mise en œuvre par CORBIDI dans des villages proches de l'habitat de la Pénélope à ailes blanches a aidé à abaisser la catégorie de menace pesant sur cette espèce. Photo: CORBIDI

Il y a quelques années de cela, je me suis lancée dans une nouvelle aventure professionnelle: devenir une journaliste de l'environnement. Depuis que j'ai pris cette décision, j'ai suivi des formations et ateliers, et lu des ouvrages sur le béaba du journalisme. À chaque fois que je parle de ce nouveau choix de carrière, on me demande «Pourquoi donc une ingénieure forestière décide-t-elle de devenir journaliste?» J'ai longtemps été incapable de répondre à cette question, mais après avoir mûrement réfléchi, j'ai enfin compris. En décidant d'étudier le génie forestier en 2008, mon but était de contribuer à conserver les forêts tropicales du Pérou. Au terme de plus de dix années, mon objectif reste le même, mais le moyen d'y parvenir a simplement changé. Je me suis rendu compte qu'aucune action de conservation ne pouvait aboutir sans impliquer les populations locales et que les communautés riveraines ne se mobiliseront pas si elles ne comprennent pas pourquoi la conservation est importante.

Il y a peu de temps, une personne que j'interviewais a conforté cette idée. Il s'agit de Fernando Angulo, un forestier qui a travaillé de nombreuses années sur un projet de conservation de la Pénélope à ailes blanches (*Penelope albipennis*), une espèce d'oiseau de l'ordre des Galliformes appartenant à la famille des Cracidés. Jusqu'en 2018, ce volatile aux allures de dinde endémique des forêts arides du Pérou septentrional a été classé par l'UICN «en danger critique d'extinction». M. Angulo m'a parlé des efforts déployés au fil des ans pour protéger cette espèce, au nombre desquels une pouponnière zoologique pour la reproduction, le lâcher de spécimens prêts à être réintroduits dans la nature ou encore la création d'aires de conservation nationales, régionales et privées au sein desquelles l'habitat de l'oiseau est protégé.

Grâce à ces actions, le projet a enregistré des progrès substantiels, mais ce sont les campagnes de communication ciblant les riverains – dont beaucoup sont des chasseurs opportunistes de l'espèce – qui ont assuré sa réussite. Tout d'abord, on a mené une étude socioéconomique de la population. Armée de ces informations, l'équipe de

sensibilisation à l'environnement de l'organisation non gouvernementale (ONG) CORBIDI s'est rendue dans chacun des hameaux de la zone d'habitat de l'oiseau, en expliquant pourquoi il était important de conserver la Pénélope à ailes blanches. Dans le cadre de cette campagne, des spots publicitaires ont été achetés sur des stations de radio locales pour atteindre les communautés ciblées à des heures de grande écoute. Le changement d'attitude a alors été spectaculaire. Les chasseurs, dont l'apport en protéines ne dépendait pas de la viande de Pénélope, ont commencé à identifier cet oiseau sur zone et ont arrêté de les chasser. M. Angulo a observé que les chasseurs sont fiers d'abriter cette espèce endémique sur leur territoire. En 2018, la population de Pénélopes à ailes blanches s'était rétablie au point que l'UICN a été en mesure de rabaisser à «en danger» le niveau de menace pesant sur cette espèce.

La campagne de conservation de la Pénélope à ailes blanches est l'un des nombreux exemples illustrant comment une communication efficace peut être suivie d'effets. De manière grandissante, les organismes étatiques et les organisations à but non lucratif comprennent que la communication est essentielle pour atteindre les objectifs en matière de gestion des écosystèmes naturels.

Le potentiel qui reste à explorer est énorme. Il pourrait par exemple être utile de communiquer pour expliquer à la société civile quelle est la réalité de la déforestation dans les forêts tropicales péruviennes. Nombreux sont ceux qui pointent du doigt la filière du bois comme étant la principale cause des taux élevés de déforestation. En fait, selon un article publié en 2018 par l'ONG *Amazon Conservation*, plus de 65 pour cent de la déforestation en Amazonie andine (qui comprend les régions amazoniennes de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou) sont dus au défrichement de surfaces inférieures ou égales à 5 hectares (en grande partie pour l'agriculture). Ainsi informées, les personnes et communautés pourront former leur propre opinion et prendre des décisions fondées sur des données réelles.



**Prête pour la photo:** L'auteure a passé du temps à documenter et à communiquer les efforts de conservation menés dans la réserve de conservation d'Alto Mayo, au Pérou. Photo: G. Herrera

Nous vivons à une époque où la science ne saurait être réservée aux seuls scientifiques. Il incombe aux communicants d'informer les sociétés pour qui, aujourd'hui plus que jamais, l'environnement en général, et les forêts tropicales en particulier, revêt un intérêt considérable. De la même manière, nous devons fournir sous une forme assimilable des informations scientifiques qui puissent être utilisées par les décideurs de nos pays. La communication présente aussi des défis: les réseaux sociaux permettent à de fausses informations de devenir virales en l'espace de quelques secondes. Voilà comment ils ont été des milliers à partager cette image dévastatrice d'un singe transportant un congénère dans ses bras, qui avait été supposément faite durant les incendies de 2019. Plusieurs jours plus tard, il a été confirmé que la photo avait en fait été prise en Inde en 2016.

Le monde scientifique a besoin de plus de communicants, des gens d'horizons professionnels variés et ayant des expériences de la vie différentes, qui ont suivi des études idoines ou sont dotés d'un sens inné de la communication, mais qui soient toujours suffisamment sensibles pour raconter l'histoire d'untel ou untel avec humanité. Car un article scientifique a une histoire humaine à relater.

Au début de cet article, j'ai mentionné que j'avais suivi des études de génie forestier. Mes études étaient axées sur les méthodes scientifiques, mais ne m'ont pas armée des outils dont j'avais besoin pour communiquer les informations pertinentes d'une manière simple. Les premiers articles que j'ai écrits pour publication étaient très techniques et mes rédacteurs m'ont souvent dit que mes textes se lisaient comme des articles scientifiques. Au début c'était frustrant, mais peu à peu et après avoir beaucoup lu, je me suis améliorée. Cela dit, la qualité de mon travail ne s'est véritablement affinée qu'après avoir obtenu mon diplôme de journalisme à l'Université de Californie, à Berkeley, grâce à une bourse de l'OIBT. C'est là que j'ai compris la nécessité de faire preuve d'empathie à l'égard des lecteurs pour capter leur attention dès le premier

paragraphe. J'ai aussi appris l'importance de faire des interviews, de citer des sources fiables et de toujours vérifier l'information. Aujourd'hui, je maîtrise mieux les techniques que j'ai apprises et j'écris pour de grands médias du monde entier, toujours sur l'environnement.

Il ne s'agit pas de dire que tous les scientifiques doivent s'intéresser à la communication, mais à ceux que cela intéresse, je leur conseille de consacrer du temps à effectuer des recherches dans les diverses sources médiatiques qui existent aujourd'hui. L'encadré ci-dessous donne des conseils aux scientifiques qui veulent communiquer avec le monde extérieur. Chacun a accès à divers réseaux sociaux, qui peuvent être des outils utiles pour les scientifiques, à condition d'être exploités en toute responsabilité.

## Les avantages de communiquer sur les forêts

### Quels sont les potentiels avantages d'une communication efficace pour nous aménagistes et les projets de conservation?

- Une implication accrue des communautés riveraines, qui se traduit, en général, par des changements de mentalité qui sont bénéfiques pour les résultats d'un projet.
- Un intérêt accru de la part de la société civile, qui a le pouvoir d'exercer une pression plus forte sur les institutions étatiques et les décideurs publics.
- Des contributions accrues de la part des institutions ou particuliers donateurs, en financement ou en nature.

### Comment puis-je mieux communiquer sur mon projet forestier et projet de conservation ?

- Identifier les publics cibles de votre message et réunir autant d'informations que possible sur ceux-ci, en particulier sur leur motivation à conserver (ou non) et leurs habitudes de consommation d'informations.
- Engager un bon communicant pour élaborer des stratégies de communication adaptées aux publics que vous voulez atteindre.
- Essayer de raconter l'histoire sous son angle humain de l'histoire que vous voulez raconter, car c'est ce qui suscite de l'empathie chez vos publics.
- Si vous disposez d'un budget limité, rechercher des partenariats avec des revues spécialisées dans la nature ou le tourisme, des journaux locaux ou nationaux, des documentaristes indépendants et autres médias en vogue (par exemple, des influenceurs sur les réseaux sociaux peuvent être de bons partenaires à condition que leurs valeurs soient compatibles avec celle de votre organisation ou projet).

Talía Lostaunau est une ingénieure forestière spécialisée dans le journalisme et la communication. En 2015, elle a lancé «2enRuta», un blog vidéo dédié à la nature et l'écotourisme qui, en réalisant plus de 50 vidéos sur la conservation des écosystèmes péruviens, lui a permis de découvrir sa vraie passion. Aujourd'hui, elle écrit des articles sur l'utilisation durable des ressources naturelles et autres récits liés à la conservation. Pour consulter le blog vidéo de Talía: [www.youtube.com/channel/UCAFwMkfv7On9kGgzvIQjWDw](https://www.youtube.com/channel/UCAFwMkfv7On9kGgzvIQjWDw)

# Tendances du marché

## Repousser les risques sanitaires et se préparer à la crise économique qui menace

par Mike Adams

Préparé à partir du Rapport de l'OIBT sur le marché des bois tropicaux (TTMR) et autres sources



**En attendant le client:** Nombre de magasins d'exposition ont fermé leurs portes durant la pandémie, bien que les ventes en ligne aient continué. Des temps difficiles s'annoncent pour la filière du bois *Photo: R. Carrillo/OIBT*

Le monde traverse une crise qui dépasse la question sanitaire, car, dans nombre de pays, la pandémie ébranle les moyens d'existence. En région tropicale, peu d'États étaient préparés à ce double choc qui atteint la santé humaine et la sécurité économique. Dans le secteur forestier, l'urgence est pour l'instant de soutenir les entreprises pour qu'elles puissent continuer de verser le salaire de leurs employés, mais un autre défi menace.

La perturbation de l'économie qu'ont entraînée les mesures de lutte contre la COVID-19 ont durement frappé l'industrie mondiale durant le premier trimestre de 2020; en avril, la chute dans nombre de pays de la production manufacturière et des flux de nouvelles commandes a été pire que durant la crise financière mondiale de 2008-2009.

Du côté du commerce du bois, les flux internationaux se sont quasiment arrêtés, les nouvelles commandes à l'export accusant le plus important recul. C'est là que plane le nouveau défi, car il faudra probablement des années pour que la demande en bois tropicaux renoue avec son niveau d'avant la pandémie.

Sur les marchés occidentaux, la demande en produits bois tropicaux va être dévastée par la chute des mises en chantier de logements, les coupes massives dans les dépenses d'infrastructure et la faiblesse des dépenses de consommateur sur des postes discrétionnaires comme l'amélioration de l'habitat ou le mobilier en bois pour l'habitat.

On place beaucoup d'espoir – trop peut-être – dans les achats de produits bois en Chine. Mais les bois tropicaux qu'importe la Chine servent essentiellement à fabriquer des produits pour son marché intérieur, où la consommation va être touchée par le recul de son produit intérieur brut et des exportations ainsi que par la hausse du chômage. Des moments très difficiles s'annoncent donc pour tous les secteurs de l'industrie du bois, tropical et tempéré confondus.

## La production industrielle plonge

Il va de soi que la consommation chinoise ne sera pas la seule à souffrir. Lors de la publication de la Prévision économique du printemps 2020, le Commissaire de l'Union européenne (UE), M. Paulo Gentiloni, a déclaré qu'il était maintenant clair que l'UE était entrée dans la plus profonde récession économique de son histoire<sup>1</sup>. Selon le communiqué de presse de M. Gentiloni, l'économie de l'UE devrait se contracter de 7,4 pour cent cette année, un record qui est en outre bien supérieur à 2009, lorsque le repli avait avoisiné 4,5 pour cent. L'UE prévoit un rebond d'environ 6 pour cent en 2021, ce qui ne sera pas suffisant pour compenser la chute de 2020.

La France, l'Allemagne et l'Espagne, qui sont de grands consommateurs de produits bois tropicaux, ont vu leur économie durement touchée. La production industrielle française a nettement chuté en raison de la crise, sa production industrielle dans les secteurs de la fabrication, de l'énergie et de la construction s'étant effondrée de plus de 16 pour cent. En Allemagne, la production manufacturière a diminué à une vitesse inédite en avril et les firmes du secteur orienté vers l'export ont licencié à un rythme jamais vu depuis 11 ans. En Espagne, l'activité manufacturière a fléchi pour atteindre son plus faible niveau depuis 2008 en avril lorsque les mesures destinées à contenir la COVID-19 ont déclenché des chutes record de la production, des nouvelles commandes et des achats.

En Chine, le secteur manufacturier a souffert du ralentissement de la demande à l'export, même si les entreprises ont rouvert et la plupart des employés repris le travail en mars. L'Office national de la statistique a indiqué que, chez les entreprises sondées (essentiellement de grandes entreprises d'État), l'activité manufacturière, avait affiché une

<sup>1</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech\\_20\\_822](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_20_822)

modeste expansion en avril; toutefois, d'autres sondages privés, qui portent sur un assortiment de petites, moyennes et grandes entreprises, viennent contredire les données officielles.

En Inde, l'activité manufacturière s'est contractée en avril à une vitesse jamais vue depuis 15 ans alors que les usines demeuraient closes. *L'HS Markit* (Indice indien des directeurs des achats manufacturiers)<sup>2</sup> a chuté pour afficher sa plus faible valeur depuis que l'on a commencé à recueillir les données il y a 15 ans.

## Les industries américaines du bois poursuivent leur activité

Dans un communiqué de presse, la Réserve fédérale<sup>3</sup> a indiqué que, aux États-Unis d'Amérique (É.-U.), la production manufacturière avait chuté de 6,3 pour cent en mars tandis que la production industrielle avait au total reculé de 5,4 pour cent, ce qui représente les reculs les plus importants depuis 1946.

Le Département américain de la sécurité intérieure a répertorié la filière des produits bois, et donc sa main-d'œuvre, au nombre des infrastructures essentielles critiques pour la réponse de la nation à la pandémie. En conséquence, le secteur a en majorité poursuivi son activité durant le premier trimestre de 2020.

D'autres fabricants et négociants de produits d'amélioration de l'habitat continuent aussi leur activité, mais à un niveau réduit. Certains ont bénéficié de ventes excellentes sachant que les propriétaires de leur logement «confinés» ont lancé des projets de rénovation. Les ventes en ligne de meubles ont également été constantes. D'autres détaillants de produits de construction tels que les parquets ont adopté la formule Commande en ligne & Enlèvement au magasin. Lorsque cela sera autorisé, ces derniers changeront de modèle pour passer au commerce de détail avec mesures de distanciation sociale.

D'autres chiffres révèlent que près de sept millions de personnes ont aux É.-U. déposé une demande d'allocation chômage durant la deuxième semaine d'avril, ce qui a hissé le nombre total de demandes à 17 millions, soit 10 pour cent environ de la population active. La plupart des économistes anticipent des chutes encore plus importantes à l'avenir sachant que la plupart des États appellent les activités non essentielles à fermer et les particuliers à rester chez eux pour juguler la propagation du virus. Il y a plus récemment eu des actions visant à rouvrir l'économie, au moins dans certains États, de sorte que le tableau économique est quelque peu confus.

## Importations de feuillus tropicaux

Au premier trimestre de 2020, les importations américaines de sciages de feuillus tropicaux ont chuté de 42 pour cent, d'une année sur l'autre. Les importations en provenance de l'Équateur ont reculé de 74 pour cent, d'une année sur l'autre, et celles du Brésil ont chuté de 40 pour cent. Les importations de jatoba, sapelli, ipé et acajou d'Afrique sont restées nettement en deçà de leur

niveau de l'année dernière. Les importations américaines de contreplaqués de feuillus ont progressé de 29 pour cent en mars, alors que les importations du premier trimestre chutaient, elles, de 6 pour cent dans l'ensemble, d'une année sur l'autre.

Comparé au premier trimestre de 2019, les importations de feuillus tropicaux étaient en baisse de 77 pour cent en provenance de Chine, de 68 pour cent en provenance du Ghana, de 77 pour cent du Cameroun et de 65 pour cent de l'Inde. Au premier trimestre de 2020, le chiffre des importations américaines de placages a affiché une baisse de près de 30 pour cent comparé à une année plus tôt (figure 1).

## Les importateurs européens de bois suspendent leurs commandes

On ne pourra avoir une estimation exacte des conséquences de la pandémie sur les volumes des échanges européens de bois cette année que lorsqu'un plus grand nombre de pays auront publié leurs chiffres du commerce pour le premier trimestre. Des informations non officielles indiquent que la plupart des importateurs européens de bois avaient suspendu leurs commandes durant la seconde moitié de mars et en avril, s'efforçant de trouver une solution pour leurs stocks accumulés qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité d'écouler puisque fabricants, détaillants et sites de construction étaient tous confinés.

Il est trop tôt pour évaluer le plein impact de la pandémie sur les importations de bois par l'UE cette année, mais les premiers signes indiquent que le repli sera au moins aussi considérable que pendant la crise financière mondiale. Suite à l'annulation des salons professionnels, à la fermeture des magasins d'exposition et à la diminution des livraisons de gros articles dû aux mesures de distanciation sociale, la filière du meuble en Europe a été particulièrement durement touchée.

Une réunion du Comité technique de la Coalition européenne pour le bois tropical durable (STTC), tenue en avril, a conclu que la pandémie avait entraîné une réduction radicale des échanges de bois dans toute l'Europe. Nombre d'entreprises de l'UE ont temporairement fermé ou réduit leur activité tandis qu'elles reportent leurs commandes et demandent des modalités de paiement à plus long terme.

## Activité portuaire et demandes de démurrage

En Europe, les exploitants portuaires sont parvenus durant la pandémie à assurer la poursuite de leur activité parce qu'ils avaient mis au point et appliqué des plans de contingence. Cela dit, Isabelle Ryckbost, la Secrétaire générale de l'Organisation européenne des ports maritimes, a observé que les ports seraient confrontés à court terme à de graves difficultés financières qui résulteraient du ralentissement de l'activité commerciale, entraînant un tarissement des trésoreries; il était donc important que les ports et entreprises associées soient soutenus «lorsque et là où cela est nécessaire»<sup>5</sup>.

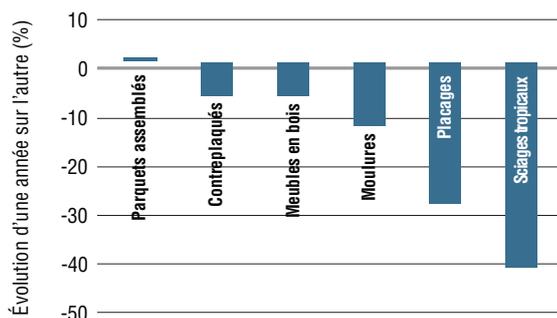
En Europe, les transporteurs et transitaires ont appelé les transporteurs et terminaux à faire preuve de retenue avant d'imposer des charges de détention et de démurrage sur les marchandises commandées avant le confinement qui étaient encore sur l'eau et devaient arriver en avril ou mai.

Ajoutant à l'incertitude, les taux de fret sont devenus volatils, augmentant sur certaines liaisons asiatiques et chutant sur d'autres. Le nombre de conteneurs expédiés depuis l'Asie à destination de l'Europe, des États-Unis et d'autres pays a tellement chuté que l'on en manque pour transporter le bois dans l'autre sens.

## Aucun signe de la COVID-19 dans les chiffres du commerce de mars

Les chiffres de mars sur les échanges commerciaux de l'UE ne montrent aucun impact notable de la pandémie sur le commerce des bois tropicaux, sachant

Figure 1: Importations étasuniennes de produits bois, au premier trimestre 2020



Source des données: US Census Bureau, Statistiques du commerce extérieur.

<sup>2</sup> <https://economictimes.indiatimes.com/topic/IHS-Markit>

<sup>3</sup> [www.federalreserve.gov/releases/g17/current/g17.pdf](http://www.federalreserve.gov/releases/g17/current/g17.pdf)

<sup>4</sup> Ce Comité comprend la Fédération européenne du négoce de bois, les associations nationales du commerce, le Conseil de bonne gestion forestière (FSC), le Programme de reconnaissance des certifications forestières et l'Association technique internationale des bois tropicaux.

<sup>5</sup> [www.espo.be/news/covid-19-exit-and-recovery-strategy-keep-european-](http://www.espo.be/news/covid-19-exit-and-recovery-strategy-keep-european-)

que les confinements n'ont débuté en Europe qu'à la fin du trimestre. Les indices de l'activité économique dans l'UE des 27 + le R.-U. ont plongé en avril pour ne lentement se redresser qu'en mai lorsque plusieurs pays européens ont assoupli leur confinement.

En mai, la Commission européenne a projeté pour l'UE un recul de l'activité économique de 7,5 pour cent cette année, qui sera un peu plus élevé dans la zone euro. La Commission a également averti que le résultat pourrait être encore pire si la pandémie s'avère plus longue ou plus grave que ce que l'on envisage actuellement. Un rapport de la Commission européenne fait part d'un recul marqué de la croissance dans les pays durement touchés comme la France, l'Italie ou l'Espagne, où le PIB devrait chuter de plus de 8 pour cent cette année. En Grèce et en Espagne, ce recul est prévu être nettement supérieur, à 9 pour cent. Même en Allemagne, qui a été saluée pour sa réponse à la pandémie, le recul devrait être de 6,5 pour cent en 2020.

## Le commerce extérieur chinois en recul de 6 pour cent

Quasiment tous les principaux partenaires commerciaux de la Chine ont mis en œuvre des mesures pour endiguer la propagation de la COVID-19, et le ralentissement des secteurs manufacturier et du détail dans les grands pays consommateurs a un retentissement défavorable sur le commerce extérieur chinois. Les fabricants chinois axés sur l'export souffrent alors que la demande s'est évanouie, que l'activité économique a ralenti et que les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées.

Au premier trimestre de 2020, le commerce extérieur chinois a chuté de plus de 6 pour cent, d'une année sur l'autre, sous l'effet d'une chute des exportations de plus de 10 pour cent. Les échanges avec l'UE, le Japon et les É.-U. ont décroché au premier trimestre de 10, 8 et 18 pour cent chacun.

### Ventes de logements

Dans un communiqué de presse, l'Office national chinois de la statistique a indiqué que l'investissement dans l'immobilier avait chuté de près de 8 pour cent, d'une année sur l'autre, au premier trimestre de 2020<sup>6</sup>. Le marché chinois du résidentiel a toutefois affiché une reprise régulière en mars, lorsque les promoteurs ont rouvert dans tout le pays suite au confinement national (figure 2).

Dans huit des grandes villes chinoises, les ventes ont rebondi à des niveaux excédant nettement ceux du dernier trimestre de 2019 avant que la flambée du virus n'entraîne la fermeture. Ce début de reprise est un soulagement pour la filière qui a offert d'importants rabais pour doper les ventes. Un marché du logement dynamique est favorable aux ventes de bois et de meubles.

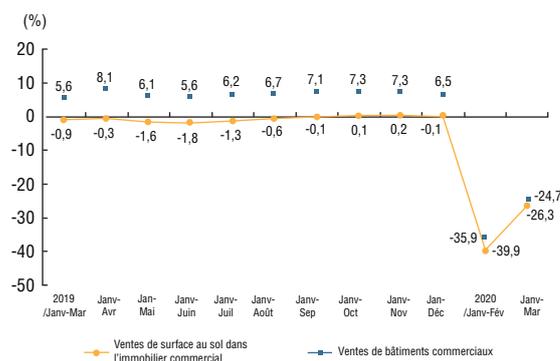
Les détaillants de meubles vont se réjouir de cette relance du marché résidentiel sachant que leurs ventes avaient chuté de près de 30 pour cent au premier trimestre de 2020. En mars, les ventes au détail d'articles de consommation avaient reculé de presque 16 pour cent, en année glissante.

### Recul des importations de feuillus tropicaux en volume et en valeur

Au cours des deux premiers mois de 2020, les importations chinoises de grumes se sont chiffrées à 7,73 millions de m<sup>3</sup>, ce qui représente un recul de 9 pour cent d'une année sur l'autre. Les importations de grumes de conifères, qui représentaient 71 pour cent de ce total, ont chuté de 7 pour cent, à 5,49 millions de m<sup>3</sup>, et celles de grumes de feuillus (29 pour cent des importations totales de grumes) ont décroché de 15 pour cent, à 2,24 millions de m<sup>3</sup>.

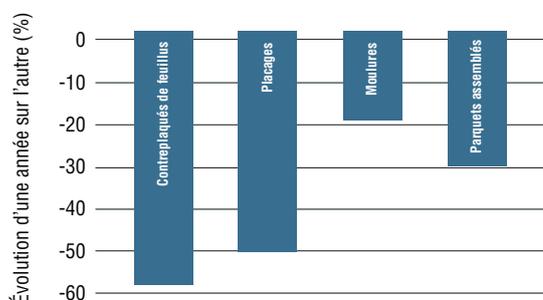
En janvier et février de 2020, les importations de grumes tropicales ont atteint 1,30 million de m<sup>3</sup> (17 pour cent du total national), soit 26 pour cent de moins d'une année sur l'autre. Dix pays ont alimenté 95 pour cent de la demande

Figure 2: Évolution des ventes de surface au sol et de bâtiments commerciaux en Chine, 2019-2020



Source: Office national de la statistique, Chine.

Figure 3: Exportations chinoises de produits bois à destination des États-Unis, premier trimestre de 2020



Source des données: Douanes chinoises.

chinoise en grumes tropicales au cours de ces deux premiers mois: Papouasie-Nouvelle-Guinée (39 pour cent), Îles Salomon (14 pour cent), Brésil (10 pour cent), Guinée équatoriale (8,4 pour cent), Congo (5,8 pour cent), Mozambique (5,5 pour cent), Cameroun (4,7 pour cent), Suriname (2,9 pour cent), République centrafricaine (2,5 pour cent) et Afrique du Sud (2,3 pour cent).

On a enregistré durant cette période un recul des importations de grumes de 58 pour cent en provenance de la Guinée équatoriale, de 54 pour cent des Îles Salomon, de 45 pour cent du Congo et de 42 pour cent du Cameroun.

### Les exportations chinoises s'effondrent

Selon les Douanes chinoises, le pays a exporté 1,85 million de m<sup>3</sup> de contreplaqués au premier trimestre de 2020, soit 85 pour cent de moins comparé à la même période en 2019; les exportations de contreplaqués et placages de feuillus à destination des É.-U. ont chuté de plus de 50 pour cent (figure 3). Le chiffre des exportations chinoises de meubles a chuté de 84 pour cent, d'une année sur l'autre, à 3,10 milliards \$EU.

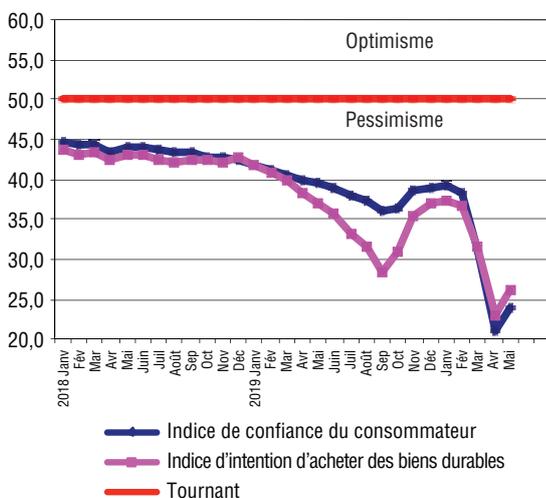
### Le secteur manufacturier indien à l'arrêt en avril

Le secteur manufacturier indien est resté en grande partie indemne le premier trimestre de l'année, dans la mesure où la première phase de fermeture n'a pas commencé avant avril. Toutefois, lorsqu'elle est intervenue, elle a pour ainsi dire quasiment mis à l'arrêt la plupart des secteurs de la fabrication. La fermeture a été prolongée à plusieurs reprises avant d'être levée à la mi-mai; les restrictions sur la circulation des travailleurs et l'activité des entreprises sont toutefois restées en vigueur dans les États indiens affichant un taux de contamination élevé.

Le Ministère indien de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur a recensé les secteurs devant poursuivre une activité limitée, dont les industries du bois d'œuvre, du contreplaqué et dérivées du bois (parce qu'elles fournissent

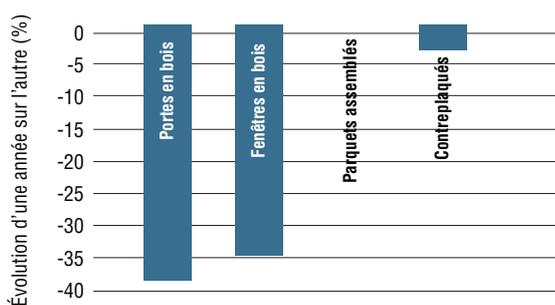
6 [www.stats.gov.cn/english/PressRelease/202004/t20200420\\_1739751.html](http://www.stats.gov.cn/english/PressRelease/202004/t20200420_1739751.html)

**Figure 4: Indices japonais de confiance du consommateur et d'intention d'acheter des biens durables, janvier 2018-mai 2020**



Sources des données: Office du Cabinet, Japon

**Figure 5: Importations japonaises de produits bois, premier trimestre de 2020**



Sources des données: Ministère japonais des finances.

des matériaux d'emballage aux entreprises de fabrication de médicaments et d'alimentation).

Le confinement s'est soldé par de nombreux licenciements, les estimations d'avril des études périodiques sur la population active menées par le gouvernement indien indiquant que plus de 136 millions d'emplois non agricoles étaient en danger immédiat. Les travailleurs dépourvus d'un contrat d'emploi officiel, les travailleurs ponctuels et ceux des petites entreprises ont été les plus vulnérables.

Les exportations indiennes se sont effondrées de 35 pour cent en mars, un record, lorsque les pays fournisseurs ont fermé leur port et leurs frontières à l'import-export suite à l'annonce du confinement. Les conteneurs déjà chargés à l'export n'ont pas pu être expédiés puisque, dans la plupart des cas, les ports de destination étaient fermés tandis que les conteneurs entrants ne pouvaient être déchargés étant donné que les travailleurs ne pouvaient pas circuler. Les ports sont alors devenus sérieusement engorgés. Suite à l'assouplissement des restrictions au début de mai, les opérations de déchargement des conteneurs et leur camionnage ont repris.

Le président de la Fédération des organisations indiennes d'exportation a dit que, suite à l'annulation de plus de 50 pour cent des commandes, des pertes d'emplois majeures et de la hausse des défauts de remboursement des emprunts chez les exportateurs, les perspectives s'annonçaient moroses pour les fabricants. On anticipait toutefois une petite reprise en mai lorsque le gouvernement a autorisé la reprise de l'activité économique. Suite à l'assouplissement des restrictions par le gouvernement indien, certains États sont allés plus loin dans les zones hors foyers d'infection par le virus. L'activité a repris dans la construction de même que dans la fabrication de certains produits du bois, mais les productions restent faibles.

## Japon: la population vivement incitée à rester à la maison

Un état d'urgence national a été déclaré au Japon en raison de l'épidémie de coronavirus dans le pays. Cette décision du gouvernement japonais a permis aux autorités régionales de lancer des campagnes appelant instamment toute la population à rester à la maison. L'état d'urgence qui devait rester en vigueur jusqu'au 31 mai a été finalement levé dans tous les départements le 25 mai.

La presse japonaise s'est fait l'écho d'un sondage mené par *NN Life Insurance* à la fin de mars (à savoir avant l'état d'urgence national)<sup>7</sup>. Soixante pour cent des petites et moyennes entreprises qui y ont répondu ont dit pouvoir survivre si la pandémie finissait dans les prochains mois. Environ 16 pour cent ont répondu que leur activité pouvait survivre jusqu'à la fin de mai et 7 pour cent qu'elles ne pourraient tenir que jusqu'à la fin de mars. Selon certaines informations, le gouvernement envisagerait un train de mesures de soutien aux petites entreprises qui sont temporairement restées sans activité durant l'état d'urgence.

L'état d'urgence a déclenché le licenciement d'un vaste nombre d'intérimaires. Les économistes projettent jusqu'à un million de nouveaux chômeurs, un nombre plus élevé que durant la crise financière mondiale.

La première réaction de nombre de petites entreprises a consisté à envisager de suspendre temporairement leur activité, mais l'humeur a récemment changé chez les entreprises, qui sont aujourd'hui nombreuses à chercher des moyens de licencier. Les syndicats japonais ont pointé la tendance à raccourcir la durée des contrats des intérimaires en préparation aux licenciements. La confiance des consommateurs a plongé (figure 4) et est désormais nettement en deçà du niveau atteint durant la crise financière mondiale.

### Le point sur les importations

La chute marquée des importations japonaises de portes en bois (SH 441820) au premier trimestre de 2020 n'a guère été surprenante. Leur chiffre a chuté de plus de 40 pour cent, d'une année sur l'autre; le chiffre des importations japonaises de fenêtres en bois (SH 441810) a aussi nettement décroché au premier trimestre (figure 5).

Étonnamment, les importations japonaises de parquets assemblés (SH 441871-79) n'ont cependant affiché aucun signe de recul au premier trimestre de 2020; les importateurs japonais de bois n'ont subi aucun effet majeur de la pandémie au cours des deux premiers mois de 2020, mais les secteurs du bâtiment et de la construction résidentielle affichent toutefois des signes de ralentissement. Au premier trimestre de 2020, les importations japonaises de contreplaqués (SH 441210-39) ont diminué de 4 pour cent seulement comparé au premier trimestre de 2019. Toutefois, on ne connaîtra la véritable mesure de l'impact sur les importations que lorsque les chiffres du deuxième trimestre de 2020 seront disponibles.

## Les conséquences de la pandémie vont perdurer jusqu'en 2021

Les analystes s'accordent à dire que le commerce mondial des produits bois va être réduit au moins jusqu'au milieu de l'année 2021. Les reculs les plus prononcés sont attendus aux second et troisième trimestres de 2020, avec des conséquences qui se feront sentir jusqu'au premier trimestre de 2021, suivies éventuellement d'une lente reprise qui pourrait demander jusqu'à deux années<sup>8</sup>.

Les données utilisées dans cet article sont celles de mai 2020. La situation est très dynamique et susceptible d'évoluer. Pour être tenu au courant de l'actualité, abonnez-vous au Rapport de l'OIBT sur le marché des bois tropicaux (TTMR, en anglais uniquement) sur: [www.itto.int/fr/market\\_information\\_service](http://www.itto.int/fr/market_information_service)

# Quoi de neuf sous les tropiques?

Préparé par Ken Sato

## Les forêts tropicales perdent de leur capacité à absorber le carbone, constate une étude

Selon une étude menée par une centaine d'organismes scientifiques qui a été publiée dans la revue *Nature* en mars et fait l'objet d'un article dans *The Guardian*, la quantité de carbone absorbée par les forêts tropicales intactes dans le monde a chuté au cours des trois dernières décennies. En procédant au suivi de 300 000 arbres sur une période de 30 ans, cette étude a réuni les premières preuves à grande échelle du recul de l'absorption du carbone par les forêts tropicales de la planète. Les chercheurs ont combiné les données de deux vastes réseaux de recherche sur l'observation des forêts en Afrique et en Amazonie. Le volume de carbone absorbé par les forêts tropicales est inférieur d'un tiers à celui des années 90 en raison des effets des températures élevées, de la sécheresse et de la déforestation sur leur croissance: l'absorption du carbone contenu dans l'atmosphère par les forêts tropicales a culminé dans les années 90 à environ 46 milliards de tonnes par an (ce qui équivaut à environ 17 pour cent des émissions de dioxyde de carbone d'origine anthropique), mais a reculé à environ 25 milliards de tonnes (6 pour cent) sur la période 2000-2010. Cette tendance baissière va probablement se poursuivre.

Pour en savoir plus: [www.theguardian.com/environment/2020/mar/04/tropicalforests-losing-their-ability-to-absorb-carbon-study-finds](http://www.theguardian.com/environment/2020/mar/04/tropicalforests-losing-their-ability-to-absorb-carbon-study-finds)

## Les eucalyptus peuvent être utiles pour restaurer les forêts tropicales

Un article de Pedro Barnalio et ses co-auteurs publié dans la *Journal of Ecology* en 2019 présente les résultats d'une étude expérimentale menée durant sept années sur trois sites de la forêt Atlantique brésilienne en vue d'évaluer les effets de l'incorporation d'eucalyptus exotiques au stade transitionnel de la restauration des forêts tropicales sur l'accumulation de la biomasse épigée, la régénération des espèces ligneuses indigènes et la viabilité financière. Cette étude a constaté que l'accumulation de biomasse était neuf fois supérieure dans les plantations associant des eucalyptus et des espèces indigènes que dans les plantations d'espèces indigènes uniquement, ce en raison de la rapide croissance de l'eucalyptus. Toutefois, la croissance des arbres indigènes non pionniers n'a pas été affectée ou a été seulement légèrement diminuée par les eucalyptus avant l'extraction de ceux-ci. L'étude a par ailleurs conclu que les eucalyptus, que ce soit avant ou après leur prélèvement, n'avaient aucune incidence néfaste sur la régénération naturelle des espèces ligneuses indigènes. En outre, les revenus tirés de la production de bois d'eucalyptus a amorti entre 44 et 75 pour cent des coûts de mise en œuvre de la restauration. Les auteurs en ont conclu que, dans les forêts de l'Atlantique brésilien, les eucalyptus exotiques pouvaient être d'importants alliés de la restauration des forêts tropicales et qu'il conviendrait donc d'envisager les possibilités de les utiliser et d'investir dans la panoplie des options de restauration.

Pour en savoir plus: <https://besjournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1365-2664.13513>

## La sécurité de l'offre en bois: une nécessité

Un article du Directeur exécutif de l'OIBT, Gerhard Dieterle, et de son co-auteur, Alain Karsenty, publié dans l'*International Forestry Review* en juin 2020 (volume 22, S1) explique pourquoi, dans le cadre des efforts qui sont faits pour assurer la sécurité de l'offre en bois face à la demande croissante dans le monde, il faut investir davantage et se doter de politiques qui couvrent les droits et incitations. Ce défi, disent les auteurs, «est mal compris par la plupart des initiatives internationales axées sur le climat ou la biodiversité, qui veulent conserver les forêts, mais négligent l'importance de leur rôle productif s'agissant d'accompagner cette conservation par leur usage durable.»

Pour en savoir plus: [www.ingentaconnect.com/content/cfa/ifr/2020/00000022/a00101s1](http://www.ingentaconnect.com/content/cfa/ifr/2020/00000022/a00101s1)

## Les petits planteurs de teck pourraient être un vecteur du développement durable dans le bas Mékong

Améliorer les moyens d'existence et paysages des communautés riveraines offre aux petits planteurs de teck la possibilité d'être un vecteur du développement durable dans la région du bas Mékong. Savoir-faire, matériel de plantation de haute qualité et appui financier sont les clés de ce potentiel, selon les participants à une réunion sur le teck tenue en février 2020 à Vientiane et à Luang Prabang, en République démocratique populaire lao (RDP lao). Au cours du *Forum sur le teck lao: Des chaînes de valeur durables du teck pour un développement local durable*, une cinquantaine de participants a examiné les opportunités et défis que présentent des chaînes de valeur durables du teck en RDP lao. Ce Forum était co-organisé par l'OIBT en coopération avec l'Institut national de recherche agricole et forestière de la RDP lao et le concours financier du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL). Selon les participants à ce Forum, la création de petits groupes de planteurs de teck permettra d'intégrer les agriculteurs aux chaînes d'approvisionnement en produits du teck à forte valeur ajoutée.

Pour en savoir plus: [www.itto.int/news/2020/03/03/smallholder\\_teak\\_plantations\\_could\\_be\\_a\\_driver\\_of\\_sustainable\\_development\\_in\\_the\\_lower\\_mekong](http://www.itto.int/news/2020/03/03/smallholder_teak_plantations_could_be_a_driver_of_sustainable_development_in_the_lower_mekong)

## Réformer la certification pour l'adapter aux petits arboriculteurs

Un article d'Aiden Flanagan et de ses co-auteurs publié dans *Australian Forestry* en juin 2020 s'est penché sur les dispositifs de certification forestière dans le contexte des petits arboriculteurs d'Asie du Sud-Est et s'interroge sur la question de savoir si les avantages perçus correspondent aux réalités du terrain. La question de savoir «Qui en bénéficie?» est cruciale, disent les auteurs. En outre, il est «particulièrement important dans les transactions mettant en jeu des personnes et groupes relativement faibles et vulnérables d'un côté et, de l'autre, relativement forts et puissants, à l'instar, par exemple, des relations entre les petits arboriculteurs d'Asie du Sud-Est et les acheteurs de produits bois certifiés». L'article explore les facteurs qui aboutissent à la certification et comment ils s'entrecroisent avec les caractéristiques des petites exploitations arboricoles qui restreignent l'adoption de la certification. Les auteurs avancent que de nouvelles approches sont nécessaires pour apporter les avantages nécessaires permettant d'élargir la participation des petits exploitants aux chaînes d'approvisionnement de la production de bois. Il conviendrait d'adopter des approches innovantes pour créer un modèle juste, équitable et inclusif qui soit pertinent, pratique, réalisable et rentable pour les petits arboriculteurs. Pour y parvenir, poursuivent les auteurs, les organismes de certification et les entreprises de produits forestiers devraient éliminer les obstacles à la participation des petits exploitants et mettre au point des initiatives qui les relient de manière plus juste aux autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement, ce dans l'optique de partenariats propices et mutuellement solidaires.

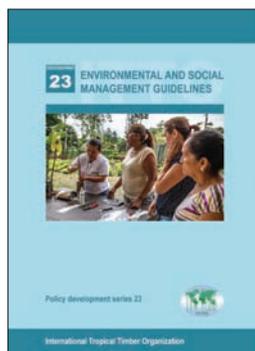
Pour en savoir plus: [www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00049158.2020.1762150](http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00049158.2020.1762150)

### Enquête mondiale: Communiquez votre point de vue sur le futur de l'enseignement forestier

Dans le cadre de leur initiative conjointe destinée à faire progresser l'enseignement forestier dans le monde, l'OIBT, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) lancent une enquête mondiale. Enseignants du milieu de l'environnement, étudiants forestiers et employeurs du secteur forestier sont tous invités à participer à ce sondage ouvert à partir du 15 juillet sur: <https://link.webpolsurveys.com/s/Forest-Education-Survey-2>

# Parutions récentes

Préparé par Ken Sato



**OIBT 2020. Lignes directrices de l'OIBT relatives à la gestion environnementale et sociale. Série OIBT Politique forestière n° 23. Yokohama, Japon.**

ISBN 978-4-86507-060-6

Cet ouvrage présente une procédure systématique pour intégrer des garanties sociales et environnementales dans le processus du cycle des projets de l'OIBT. Il tire parti des orientations contenues dans divers manuels et lignes directrices de l'OIBT en vigueur pour les fusionner, et s'inspire des meilleures pratiques en usage dans d'autres organismes internationaux visant à atténuer et à

prévenir tout effet délétère sur les populations et l'environnement.



**FAO, OIBT & Nations Unies 2020. Forest product conversion factors. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca7952en>**

ISBN: 978-92-5-132247-5 Disponible en anglais sur: [www.itto.int/fr/other\\_technical\\_reports](http://www.itto.int/fr/other_technical_reports)

Cette publication présente la série de facteurs de conversion la plus à jour et la plus complète dans le domaine forestier. Les facteurs de conversion servent essentiellement à mesurer l'efficacité et le progrès technique des industries forestières, et cet ouvrage accompagnera le travail des analystes, décideurs, praticiens de la forêt et fabricants à travers le monde.

Le secteur forestier utilise depuis longtemps des facteurs

de conversion comme outil lui servant à analyser la production forestière, l'efficacité dans la fabrication des produits et la performance de la transformation industrielle. Un facteur de conversion constitue en premier lieu un rapport entre les intrants en matières premières et la production, par exemple des bois ronds industriels en produits bois finis ou semi-finis.

Analystes, décideurs, praticiens de la forêt et fabricants de la filière forêt-bois ont souvent besoin de ces facteurs de conversion pour cerner les facteurs sectoriels qui sont en jeu sur le plan de l'efficacité, de la faisabilité et de l'économie. Par ailleurs, des organisations internationales telles l'OIBT les utilisent principalement pour calculer les bilans du bois entre bois ronds récoltés production de produits bois (par exemple la quantité de bois ronds nécessaire pour fabriquer une quantité donnée de sciages ou de placages). Il est impératif d'obtenir les conversions les plus exactes possible pour éviter la communication erronée, dans les statistiques, de pénuries ou d'excédents de bois ronds et fournir ainsi aux acteurs et décideurs des informations fiables sur la production et la consommation de bois aux niveaux national et mondial.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Commission des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) ont précédemment publié des études sur les facteurs de conversion, la plus récente datant de 2010, mais elle couvrait uniquement l'Europe, la Communauté des États indépendants et l'Amérique du Nord. Aux fins d'élargir cette couverture géographique, l'OIBT s'est jointe à la FAO et à la CEE-ONU pour actualiser les facteurs existants et inclure plusieurs pays tropicaux. Fruit de cette collaboration, cette publication (qui remplace l'édition de 2010) couvre 37 pays pour constituer le rapport le plus étendu en termes géographiques à ce jour.

Calculer des estimations mondiales des facteurs de conversion demeure un défi, car nombre de pays ne disposent pas d'informations fiables et cohérentes sur l'efficacité de leurs industries forestières, ce qui conforte le besoin de renforcer régulièrement leurs capacités statistiques.

Cette publication présente des rapports entre intrants et extrants pour huit catégories de produits forestiers ligneux, tels que sciages, panneaux, pâte de bois et papier, et produits dendroénergétiques et leurs propriétés ainsi que des explications faciles à comprendre sur les unités de mesure et les déterminants des rapports, que viennent compléter des informations sur les propriétés physiques des produits forestiers ligneux.



**Rapport du Forum international: Tous ensemble en faveur de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes—Une initiative de la filière des produits forestiers. Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), Yokohama, Japon**

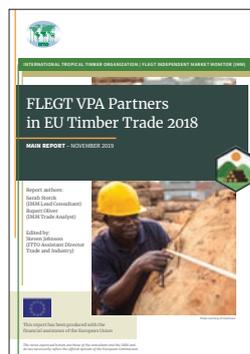
Disponible sur: [www.itto.int/fr/other\\_technical\\_reports](http://www.itto.int/fr/other_technical_reports)

Ce forum international s'est tenu en octobre 2019 à l'initiative du secteur privé et était essentiellement financé par le Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL). Il avait pour objet de promouvoir des solutions fondées sur la nature dans le cadre des efforts mondiaux déployés pour mettre en œuvre les Objectifs de développement

durable (ODD), ce en promouvant les chaînes d'approvisionnement légales et durables du bois. Ce type de chaîne d'approvisionnement incitera à adopter des pratiques de production forestière et d'achat responsables tout en apportant des avantages supplémentaires en termes de réduction de la pauvreté, de création d'emplois en milieu urbain et rural, de croissance économique, de génération de revenus et d'atténuation substantielle du changement climatique.

Ce Forum a été co-organisé par l'OIBT, l'Association chinoise de la distribution de bois et produits dérivés (CTWPDA), le Centre du commerce international des produits forestiers rattaché à l'Administration nationale chinoise des forêts et des prairies (CINFT-NFGA) et l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT). Il s'est articulé autour de deux journées de discussions intensives en plénière, une excursion dans des fabriques de parquets à Huzhou, en Chine, et autres activités. Les participants ont, entre autres, convenu de créer un réseau volontaire – le Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes – réunissant des aménagistes forestiers, des producteurs, des négociants, la filière de la transformation et les consommateurs pour valoriser les forêts en reconnaissant leurs valeurs économique, sociale et environnementale, et en incorporant les concepts de légalité et de durabilité dans toutes les opérations forestières.

Ce Forum a ouvert le premier dialogue sur la manière d'améliorer la légalité et la durabilité des chaînes d'approvisionnement en bois tropicaux. Plus de 350 personnes y ont assisté, dont de grands acteurs de l'industrie et du commerce des bois tropicaux. Les résultats du Forum forment un socle à partir duquel les parties prenantes vont collaborer dans le cadre du Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes, en vue d'inciter à adopter une production et une consommation de produits bois tropicaux qui soient responsables aux fins de générer toute une série d'avantages environnementaux et socioéconomiques tant dans les pays producteurs que consommateurs. Un article présentant les résultats de ce Forum a été publié dans le numéro 28/3-4 de TFU.



**Storck, S. & Oliver, R. 2019. FLEGT VPA partners in EU timber trade 2018. Rapport principal. OIBT.**

Disponible en anglais sur: [www.flegtim.eu/images/IMM\\_2018\\_Annual\\_Report/Final\\_clean\\_version\\_Natalie\\_VPA-Partners-in-EUTimber-Trade-Annual-Report-2018.pdf](http://www.flegtim.eu/images/IMM_2018_Annual_Report/Final_clean_version_Natalie_VPA-Partners-in-EUTimber-Trade-Annual-Report-2018.pdf)

Créé dans le cadre d'un projet de l'OIBT et financé par l'Union européenne (UE), le Mécanisme de surveillance indépendante du marché (SIM) a pour objet d'accompagner la mise en œuvre des Accords de partenariat volontaires (APV) bilatéraux que l'UE conclut

avec des pays fournisseurs de bois. Ce rapport annuel du SIM 2018 dresse une synthèse du statut des APV, qu'ils soient au stade de la mise en œuvre ou de la négociation, dans l'ensemble des pays partenaires concernés. On y trouve un bilan actualisé de la part qu'occupent les pays partenaires d'un APV au sein du marché mondial des produits bois tropicaux en 2018 tandis que d'autres problématiques relevant du Plan d'action relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT) dans le contexte du commerce du bois au sein de l'UE y sont également examinées. En conclusion, il formule des préconisations destinées à développer les marchés des produits porteurs d'une autorisation FLEGT et présente les plans ultérieurs du SIM en matière de suivi. Un article détaillé présentant les constatations de ce rapport a été publié dans le numéro 29/1 de TFU.

## Réunions de l'OIBT

**9-14 novembre 2020**

**56<sup>e</sup> session du Conseil international des bois tropicaux et sessions associées des Comités Yokohama (Japon)**

**Rens.:** [www.itto.int/fr/events](http://www.itto.int/fr/events)

Le Conseil international des bois tropicaux est l'organe directeur de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Il se réunit une fois par an pour discuter de questions liées au commerce légal des bois tropicaux et à la gestion durable des forêts tropicales. Les sessions du Conseil sont ouvertes aux délégués officiels et aux observateurs accrédités.

**23-26 août 2021 *Nouvelles dates!***

**4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur le teck 2020: Défis et opportunités pour les marchés émergents et les économies en développement**

**Accra (Ghana)**

**Rens.:** [www.worldteckconference2020.com](http://www.worldteckconference2020.com)

La 4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur le teck, que l'OIBT coorganise, va se pencher sur les problématiques les plus cruciales auxquels est confronté le secteur mondial du teck, dont les suivantes:

- la gestion durable des régimes des petits arboriculteurs de teck pour approvisionner les marchés en teck de haute qualité;
- l'amélioration des régimes et pratiques sylvicoles en place pour assurer une meilleure gestion des peuplements afin d'obtenir un bois de teck de haute qualité;
- les structures du marché et chaînes de valeur dans le commerce du bois de teck et leurs conséquences sur la rentabilité des investissements en matière de teck; et
- l'évaluation des investissements privés et publics dans le secteur du teck, et de leurs impacts sur la situation socioéconomique et les moyens d'existence en milieu rural.

La conférence formulera des préconisations d'ordre stratégique, conceptuel et opérationnel afin d'accompagner le développement durable du secteur du teck.

**Reportée**

**Conférence internationale sur l'enseignement forestier Rome (Italie)**

**Rens.:** [tetra@itto.int](mailto:tetra@itto.int)

Cette conférence se penchera sur les problèmes et défis rencontrés dans l'enseignement forestier sur la base d'une analyse des initiatives et approches en cours dans ce domaine ainsi que des acteurs pertinents. Elle évaluera les moyens d'améliorer l'enseignement forestier et d'élaborer une vision et un plan stratégique à long terme en vue de coordonner les efforts déployés à l'international pour le faire progresser, y compris dans le cadre d'une plateforme en ligne. Cette conférence est co-organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IFURO) et l'OIBT dans le cadre du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) avec le concours financier du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL).

## Autres réunions

**15-17 septembre 2020**

**En téléconférence**

**8<sup>e</sup> Forum mondial sur la durabilité**

Basel (Suisse)

Rens.: <https://wsf-8.sciforum.net>

**29 septembre-1<sup>er</sup> octobre 2020**

**Nouvelles dates!**

**6<sup>e</sup> Conférence internationale sur l'adaptation au changement climatique**

New Delhi (Inde)

Rens.: <http://adaptationfutures2020.in>

**7-9 décembre 2020**

**Nouvelles dates!**

**Conférence internationale sur le secteur commercial forestier 2020**

Kistowo (Pologne)

Rens.: <http://fba-events.com/index.php/2017/09/03/international-forestbusinessconference-2018>

**7-15 janvier 2021**

**Nouvelles dates!**

**Congrès mondial de la nature de l'UICN**

Marseille (France)

Rens.: [www.iucncongress2020.org](http://www.iucncongress2020.org)

**11-14 janvier 2021**

**Nouvelles dates!**

**Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020**

Santiago (Chili)

Rens.: <https://wcte2020.com>

**3-5 février 2021**

**Nouvelles dates!**

**Carrefour international du bois**

Nantes (France)

Rens.: [www.timbershow.com](http://www.timbershow.com)

**5-8 mai 2021**

**Nouvelles dates!**

**La foresterie: un pont vers l'avenir**

Sofia (Bulgarie)

Rens.: <https://conf2020.forestry-ideas.info>

**2-7 mai 2021**

**16<sup>e</sup> Congrès international sur les tourbières 2020**

Tallinn (Estonie)

Rens.: [www.ipc2020.com](http://www.ipc2020.com)

**24-28 mai 2021**

**XV<sup>e</sup> Congrès mondial de la foresterie**

Séoul (République de Corée)

Rens.: [www.fao.org/forestry/96885](http://www.fao.org/forestry/96885)

**31 mai-4 juin 2021**

**Nouvelles dates!**

**Invasions biologiques dans les forêts: Commerce, écologie et gestion**

Prague (République tchèque)

Rens.: <https://iufro.v2.czu.cz/en>

**30 juin-1<sup>er</sup> juillet 2021**

**Nouvelles dates!**

**Treescap2020**

Birmingham (Royaume-Uni)

Rens.: [www.birmingham.ac.uk/facilities/mds-cpd/conferences/forest/index.aspx](http://www.birmingham.ac.uk/facilities/mds-cpd/conferences/forest/index.aspx)

**15-17 juillet 2021**

**Nouvelles dates!**

**10<sup>e</sup> Forum international de la construction en bois**

Paris (France)

Rens.: [www.forum4boisconstruction.com](http://www.forum4boisconstruction.com)

**23-26 août 2021**

**Nouvelles dates!**

**4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur le teck 2020**

Accra (Ghana)

Rens.: [www.worldteckconference2020.com](http://www.worldteckconference2020.com)

**1-12 novembre 2021**

**Nouvelles dates!**

**Conférence des Nations Unies sur le changement climatique 2021**

Glasgow, Écosse (Royaume-Uni)

Rens.: [unfccc.int/calendar](http://unfccc.int/calendar)

**10-13 novembre 2021**

**Nouvelles dates!**

**AUSTIMBER 2020**

Victoria (Australie)

Rens.: [www.afca.asn.au/www-austimber-org-au](http://www.afca.asn.au/www-austimber-org-au)

**Les réunions suivantes ont été reportées, les nouvelles dates restant à fixer:**

**Les forêts entre les mains des femmes: Conférence internationale sur les femmes dans le milieu forestier 2020**

Traunkirchen (Autriche)

Rens.: [www.forstfrauen.at/en/conference-2020](http://www.forstfrauen.at/en/conference-2020)

**25<sup>e</sup> session du Comité des forêts de la FAO sur la foresterie**

Rome (Italie)

Rens.: [COFO-2020@fao.org](mailto:COFO-2020@fao.org)

**Salon du bois Gabon Libreville (Gabon)**

Rens.: [www.woodshowglobal.com/gabon/en-US](http://www.woodshowglobal.com/gabon/en-US)

**7<sup>e</sup> Atelier international de l'IUFRO sur la génétique des interactions entre l'arbre et les parasites**

Pontevedra (Espagne)

Rens.: [www.efi.int/events/7thiufro-](http://www.efi.int/events/7thiufro-)

[internationalworkshopgenetics-treeparasiteinteractionsforestry-2020-09-21](http://internationalworkshopgenetics-treeparasiteinteractionsforestry-2020-09-21)

**15<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Parties à la**

Convention sur la diversité biologique

Kunming (Chine)

Rens.: [www.cbd.int/cop](http://www.cbd.int/cop)

**26<sup>e</sup> session de la Commission internationale sur les peupliers et autres essences à croissance**

**rapide maintenant les populations et l'environnement**

Rome (Italie)

Rens.: [www.fao.org/forestry/ipc/en](http://www.fao.org/forestry/ipc/en)

**5<sup>e</sup> Conférence européenne sur l'agroforesterie**

Nuoro (Italie)

Rens.: [www.euraf2020.eu](http://www.euraf2020.eu)

**GLF Glasgow 2020**

Glasgow, Écosse (Royaume-Uni)

Rens.: <https://events.globallandscapesforum.org/glasgow-2020>

Veuillez noter que les réunions ci-dessus peuvent toutes être sujettes à modification de dates ou annulées en raison de la pandémie de COVID-19. Pour avoir les dernières informations, prière de se renseigner à l'adresse courriel/web indiquée.

Cette liste de réunions internationales est fournie par l'OIBT à titre de service public, mais l'Organisation ne saurait être tenue responsable de toute modification de date ou de lieu, ou autres erreurs.

